DEFENSE OCCIDENT

UNIVERSITY OF MICHIGAN

DIRECTEUR
Maurice BARDÈCHE

PERIODICAL READING ROOM

Dans ce numéro :

Georges OLLIVIER
Deux erreurs du Président Eisenhower

●

La réponse du
Général NAVARRE à M. LANIEL

●

Juan PERON
Bilan du justicialisme

●

Bernard VORGE
" La Reine de Césarée " par R. BRASILLACH

●

Jean PERRÉ
Les forces armées soviétiques

N° 48

Prix : 100 fr. Décembre 1957

Un disque d'Albert PARAZ

Les passages les plus savoureux du « *GALA DES VACHES* », dits par le grand pamphlétaire et enregistrés au cours de son dernier séjour à Paris, en mai 1957.

Un disque microsillon 45 tours : 1.000 fr. franco.

Adresser commandes et fonds à Mlle Janine BIMONT, 95, rue de la Faisanderie, Paris (16e). C. C. P. 15.952-73 PARIS.

N° 48
6e Année

Défense de l'Occident

DÉCEMBRE
1957

Revue mensuelle politique et littéraire

SOMMAIRE

— M. B. : A nos abonnés, à nos lecteurs 3

LES IDÉES ET LES FAITS.

— La réponse du GENERAL NAVARRE à M. LANIEL 8
— J. PERON : Bilan du justicialisme 14
— G. OLLIVIER : Deux erreurs du Président Eisenhower 22
— P. HOFSTETTER : Chez les ligueurs de l'Empire britannique. 29
— Y. JEANNE : Lettre d'Algérie 34
— B. VORGE : « La Reine de Césarée » de R. Brasillach 37

CHRONIQUES.

— La chronique du mois de J. POILLOT 42
— Les notes du mois de l'huissier sans chaine 49
— La chronique européenne, de P. SAUCHET 54
— Informations européennes 58

ETUDES.

— J. PERRÉ : Les forces armées soviétiques à la fin de 1957.... 65

LES LIVRES DU MOIS, par B. VORGE.

— Emmanuel Berl : « La France irréelle » 76
A PROPOS de « La mouche bleue » : L'hypocrisie à Paris (B. VORGE) 78

DÉFENSE DE L'OCCIDENT, 51, rue de la Harpe, Paris (5e) (Bureau de la Librairie Française).

CORRESPONDANT RESPONSABLE EN BELGIQUE : M. Ossian Mathieu, 29, avenue de Woluwé, Bruxelles.

CORRESPONDANT A ALGER : M. Yves Jeanne, 8e Groupe, Bt C., boulevard Lutaud, Alger.

Abonnement. — 1 an : 1.200 fr. ; Etranger : 1 an : 1.400 fr.
Soutien : 3.000 fr. — Propagande : 5.000 fr.
C. C. P. : 2182-19 PARIS

★

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

.....

Signature

Abonnements. — 1 an : 1.200 fr.

Etranger : 1 an : 1.400 fr.

Soutien : 3.000 fr. ; propagande : 5.000 fr.

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à : Les Sept Couleurs, 51, rue de la Harpe, Paris-5e, C.C.P. 2182 19 Paris.

A NOS LECTEURS
A NOS ABONNÉS

Défense de l'Occident entre dans sa cinquième année. Nous ne voulons pas laisser passer cette date sans remercier nos lecteurs et nos abonnés dont la fidélité nous a permis de durer ainsi que nos collaborateurs dont le désintéressement et le dévouement sont la condition même de notre existence.

Un mot d'abord sur la rédaction et l'administration de notre revue. *Défense de l'Occident* a été fondé sans capitaux — nous dirons plus loin dans quelles circonstances — et n'a existé et n'existe encore que par la cohésion et l'opiniâtreté de son équipe rédactionnelle. Sans autres ressources que celles qui proviennent des abonnements et de la vente, notre revue ne peut rétribuer ses collaborateurs. Aucun article n'est rétribué, c'est la première règle de notre gestion. Ecrire dans notre revue, s'y abonner, la lire, la faire connaître, c'est donc participer volontairement à une œuvre commune à laquelle sont associés ceux qui écrivent aussi bien que ceux pour lesquels nous écrivons.

L'administration n'est pas plus favorisée. Avec des moyens rudimentaires — il importe de le dire pour dissiper les malentendus — nous avons à assurer la parution de la revue, sa diffusion, la prospection et la tenue de notre fichier d'abonnés. Depuis quatre ans, ces besognes ont été effectuées presque continuellement par des équipes bénévoles, souvent même par les rédacteurs de la revue. C'est pourquoi nous demandons à nos lecteurs, et à nos abonnés surtout, d'avoir pour cette administration une grande indulgence : il arrive que des adresses soient mal établies, que des numéros s'égarent, que des abonnés soient inscrits en double, que certains — en revanche — soient oubliés, que des réclamations ne soient pas immédiatement suivies d'effets. Chez d'autres, on dirait que c'est un effet de la négligence ; chez nous, c'est un effet de la pauvreté. Nous faisons de notre mieux

pour éliminer les erreurs, nous n'arrivons pas toujours à les éliminer complètement. Que nos abonnés n'hésitent donc pas à nous écrire pour nous signaler ces irrégularités, qu'ils ne s'irritent pas si notre réponse n'est pas immédiate : ce n'est pas la bonne volonté qui nous manque, c'est le temps, c'est l'outillage qui nous permettrait d'avoir des méthodes rigoureuses. A ceux qui reçoivent leur exemplaire en double, nous demandons de faire circuler ce second exemplaire : il faut quelques fois plusieurs heures de recherche pour éliminer une inscription en double et nous ne disposons pas toujours de ce temps. A ceux qui, étant déjà abonnés, reçoivent un service de prospection accompagné d'une lettre sollicitant leur abonnement, nous demandons de considérer cette lettre comme nulle et non avenue. A ceux qui, ayant déjà payé leur abonnement, sont l'objet de quelque indiscret rappel, nous demandons de bien vouloir excuser notre erreur : qu'ils nous indiquent la date à laquelle leur paiement a été effectué, et nous classerons leur dossier. A tous, nous demandons une sympathie et une compréhension que nous avons toujours très largement trouvées jusqu'ici. Que nos lecteurs, que nos abonnés le sachent : c'est grâce à eux que nous avons pu continuer, c'est parce que la plupart d'entre eux ont renouvelé leur abonnement, c'est parce que beaucoup nous ont fourni des adresses de sympathisants, parce qu'ils ont abonné leurs amis, parce qu'ils ont répondu à notre effort par un effort égal, que nous pouvons exister.

Un mot encore sur cette administration. Notre revue est surtout une revue d'abonnés. Depuis les mois de juillet-août, nous avons renoncé provisoirement à la diffusion en province par les messageries Hachette. Nous la reprenons peu à peu et par secteurs, après avoir étudié dans chaque région nos possibilités de vente. Si notre revue ne parvient plus dans votre localité, que devez-vous faire ? Demandez à votre libraire ou à votre marchand de journaux de s'y abonner pour vous le procurer (il touchera la remise habituelle), ou de faire connaître aux N.M.P.P. qu'il a besoin régulièrement d'un exemplaire par client. Achetez votre revue autant que possible chez le même dépositaire. Et si vous le pouvez, abonnez-vous : c'est encore le meilleur moyen de recevoir notre revue régulièrement.

Maintenant un peu d'histoire : ce ne sera pas totalement inutile. Car les faits que nous allons rapporter sont peu ou mal connus.

Défense de l'Occident est né d'une réunion convoquée à Malmoë, en Suède, des groupes nationalistes des pays euro-

péens. Ces différents groupements, impressionnés par l'impuissance des formations nationales en Europe, devant la gravité des dangers nés de la guerre et convaincus que seule une communauté européenne pouvait désormais jouer un rôle à côté des Etats-Colosses des temps modernes, se proposaient de travailler pour l'idée européenne en constituant un mouvement dont ils seraient les représentants dans leurs pays respectifs. L'idée originale de ce mouvement, qui prit le nom de *Mouvement Social Européen,* était de réclamer pour l'Europe le rôle d'une troisième force mondiale, de définir une politique européenne qui lui permettrait de jouer un rôle pacifique entre les deux blocs antagonistes et de créer pour l'Europe les conditions d'une véritable indépendance militaire et politique.

Les groupes français étaient les plus faibles au sein de ce Mouvement. Leurs perspectives de développement étaient réduites. C'est ce que la délégation française, parlant au nom d'un certain nombre de groupements aujourd'hui disparus, exposa loyalement. En l'absence d'un groupement de quelque importance capable de représenter les idées du *Mouvement Social Européen* en France les autres groupes européens insistèrent pour qu'il existât au moins dans notre pays, un organe d'opinion, même de faible tirage, qui pût faire connaître leur position au public. De ce vœu naquit *Défense de l'Occident.*

Sous cette première forme notre revue était un cahier de 16 pages qui contenait surtout le point de vue du *Mouvement Social Européen* sur les événements de l'actualité ainsi que des nouvelles des groupements constituant le Mouvement. Un certain nombre de personnes s'y étant abonnées, la revue put bientôt paraître sur 32 pages, puis sur 48 pages. Nos articles devinrent plus longs et comportèrent quelques études. Pendant le même temps, les tentatives pour constituer en France un groupement politique de quelque importance destiné à répandre les idées du *Mouvement Social Européen* se heurtaient à toutes sortes de difficultés. Les perspectives de développement de la revue, au contraire, étaient bonnes. Pour maintenir notre clientèle d'abonnés et de lecteurs, nous fîmes passer la revue à 64 puis à 80 pages. Il en résulta une situation que nous n'avions pas prévue au commencement de nos efforts : la revue se développait par elle-même et pour elle-même tandis que le *Mouvement Social Européen* continuait à n'être représenté en France par aucune organisation.

Cette situation ne fit que s'accentuer lorsque les développements de la politique française firent apparaître des formations

d'opposition nouvelles, Pour des raisons différentes, ni le *Mouvement Poujade* ni le *Rassemblement National* de Tixier-Vignancour ne se montraient disposés à s'intéresser à l'idée européenne. Le postulat fondamental du *Mouvement Social Européen,* qui était le développement dans chaque pays de formations capables de représenter ses idées devant l'opinion, ne se réalisait donc pas en France. Il ne se réalisait pas beaucoup plus à l'étranger. Malgré les progrès réalisés par les groupes associés au *Mouvement Social Européen,* aucun d'entre eux ne parvenait à faire élire des députés et, par là, ils risquaient de demeurer à l'écart de la vie politique de leurs pays. *L'idée* représentée par le *Mouvement Social Européen* n'en était pas moins valable : mais elle restait d'une réalisation problématique et lointaine.

Il nous apparut alors que *Défense de l'Occident* ne pouvait réaliser sa mission d'organe politique d'un mouvement européen. Mais cette revue pouvait encore rendre des services en maintenant une ligne doctrinale droite et logique à travers des événements qui sont trop souvent jugés en vertu des passions du moment. Elle nous apparut alors comme un instrument d'analyse des fautes du présent au moyen des fautes du passé et en même temps comme un organe propre à maintenir et à adopter un certain état d'esprit que nous sentions en nous et que nous croyions percevoir aussi chez nos lecteurs. C'est ce que j'exprimais il y a un an en disant :

« Nous ne sommes pas là pour triompher, nous sommes là pour témoigner. Nous sommes là pour être et pour continuer. Pour continuer un instinct qui était juste, qui a pu avoir des formes mauvaises mais qui, en tant qu'instinct, était juste ; dont les formes passées, dont les incarnations passées sont peut-être mortes à jamais (et cel nous est égal) mais dont la revendication essentielle, celle de la justice, de l'indépendance de nos peuples, du droit de nos peuples à garder leur propre visage, est une revendication qui reste juste, et qui, à cause de cela, ne périra pas.

Nous représentons un certain esprit. Nous n'en sommes pas l'Eglise triomphante, nous ne sommes pas là pour être et il importe peu que nous ne soyons l'Eglise triomphante, nous en sommes l'Eglise militante. Au sens le plus humble. Car nous ne recevons même pas des coups, le temps est passé où nous recevions des coups. Nous cheminons, nous marchons humblement, comme le *miles,* le soldat qui marche à pied ; et il n'y a

pas de foules pour nous regarder, et il n'y a pas d'eau pour nous abreuver, et nous ne voyons pas le bout de la route. Mais nous savons que les idées qui ont eu ainsi leurs humbles soldats, ce sont celles-là qui ont prouvé leur vitalité et leur vérité, qui ont prouvé *par cela même* leur vitalité et leur vérité, et qui ont triomphé. Et nous sommes là pour témoigner ainsi. »

⁂

Avons-nous réussi dans cette tâche ? Ce n'est pas à nous qu'il appartient de le dire. Nous avons, depuis plusieurs mois, ouvert des discussions, nous avons établi des contacts et des échanges, nous avons l'impression d'être un peu sortis d'un isolement auquel nous nous complaisions peut-être trop. Sans rien abandonner de ce qui nous paraît essentiel, nous avons atténué le caractère peut-être trop *doctrinal* de notre revue. A une époque où beaucoup s'interrogent, où la faillite du régime est si éclatante que l'opinion est prête à admettre des examens qu'elle repoussait jusqu'à ce jour, une telle orientation n'est peut-être pas inutile. Cette circonstance peut nous obliger à chercher un public plus large. A mesure que l'opinion devient plus réceptive, des tâches nouvelles peuvent apparaître pour notre revue. Nous comptons sur nos lecteurs et sur nos amis pour nous aider à les accomplir.

M. B.

LES IDÉES ET LES FAITS

La réponse du Général Navarre à M. Laniel

M. Joseph Laniel vient de publier un ouvrage intitulé « Le drame indochinois » dans lequel il entend révéler la vérité sur les événements allant *de Dien-Bien-Phu au pari de Genève,* époque tout au long de laquelle il fut Président du Conseil.

« Quant à la polémique, écrit-il dès l'introduction, ces pages n'en ont pas le ton : je n'ai pas voulu non plus qu'elles en aient l'esprit... Il n'est donc pas dans mes intentions d'accabler ici un chef militaire malheureux ». Ces propos portent immédiatement à la réflexion. Car qu'un chef de gouvernement puisse même avoir l'idée de se laisser aller à la polémique, c'est cela qui passe l'imagination. En fait, étant le chef, quels que soient les événements qui aient pu se produire sous son ministère, c'est lui qui en endosse la responsabilité. Cela ne se discute pas, c'est un principe de gouvernement élémentaire dont l'oubli prouve le délabrement de la conception politique française même. « *Accabler un chef militaire* » parait dans la bouche de celui dont il tenait, sinon la nomination, du moins le maintien permanent qui lui équivaut, une dérision de soi-même et un aveu accablant. M. Joseph Laniel se trouve dans la position, difficile certes mais dont il avait accepté les responsabilités indissolubles des honneurs, de celui qui ne peut dénoncer les erreurs de ses subordonnés qu'en s'accablant par là-même du poids de son manque de discernement.

Quoiqu'il en soit, M. Laniel nous apporte là une précieuse confirmation de fait sur l'effondrement actuel de la fonction gouvernementale en France. La seule justification de son ouvrage ne pouvait plus être que de nous apporter sur d'autres sujets de semblables révélations. C'est dans cette attente que nous avons lu son livre.

Nous nous sommes malheureusement heurtés aussitôt à un tel vague des références, à une telle imprécision des raisonnements, nous avons eu si vite le sentiment que l'auteur n'avait pas même lu l'ouvrage du Général Navarre auquel il prétendait implicitement répondre qu'une nouvelle confrontation nous a paru indispensable. Nous souvenant du lumineux exposé qu'avait bien voulu nous faire le général Navarre, nous avons voulu lui demander son sentiment sur ce livre. Le général Navarre avait promis à une Maison d'Editions l'exclusivité de sa réponse directe, c'est une personnalité de son entourage très proche qui a bien voulu nous en indiquer le sens.

— *La première question qui se pose à la lecture du livre est celle qui concerne les conditions mêmes dans lesquelles fut élaboré ce qu'on a appelé le Plan Navarre et qui fut la charte de l'action du général ?*

— Le général a déjà indiqué comment il fut chargé par le Président René Mayer d'aller sur place étudier la situation et de proposer un plan qui, accepté ensuite par le gouvernement, deviendrait ses propres instructions. Entre temps René Mayer fut, après une longue crise, remplacé par Joseph Laniel et c'est sous la présidence de ce dernier que les propositions du général furent discutées à son retour.

Il faut à ce propos dire un mot sur la manière dont s'établissaient les positions parmi les ministres. Il y avait en fait deux hommes qui avaient une sorte de délégation en ce qui concernait les affaires d'Indochine : le secrétaire d'Etat Marc Jacquet et le vice-président Paul Raynaud. De ce dernier Joseph Laniel sans que l'on sache pourquoi, ne souffle mot ! C'était pourtant lui qui, au cours des réunions, prenait la parole dès le début et menait le débat jusqu'à ce qu'à la fin le Président Laniel se lève pour dire au revoir !

Certains furent toujours très fermes, comme Georges Bidault par exemple, toujours très ferme sans cependant que ses interventions en faveur des vues du général soient très efficaces par suite de la manière même, lointaine et elliptique dont il les présentait. A l'opposé il y avait Marc Jacquet dont la sympathie aux thèses mendésistes étaient évidentes dès le premier jour et qui avait nettement fait entendre au général si... Voilà comment les affaires se traitaient ! Il Laniel ne pouvait durer, que Mendès-France le remplacerait et qu'alors lui, Marc Jacquet était tout prêt à soutenir le

général, si... voilà comment les affaires se traitaient ! Il n'avait du reste aucune autorité et n'était qu'une sorte de boîte aux lettres qui distribuait les notes du général aux différents ministères intéressés. Il y en avait parfois jusqu'à sept, il faut le rappeler !

Il y avait enfin Paul Reynaud, défaitiste. Défaitiste parce que présentant toujours des solutions en fait défaitistes, dans un langage d'une dureté et d'une fermeté apparentes.

Voilà quelle était à peut près la carte du ministère dont jamais ne sortait la moindre décision franche.

— *Nous trouvons ensuite les griefs (pages 19 et 20) concernant l'opération Atlante et la défense du Laos.*

— Oui. Le général a déjà amplement répondu en ce qui concerne l'opération Atlante. Rappelons que le Président Laniel reproche au général de se plaindre de l'absence de *trois* bataillons alors qu'il entreprenait au sud, pendant la bataille de Dien-Bien-Phu, l'opération Atlante qui en exigeait beaucoup plus.

C'est tout simplement puéril. Jamais le général n'a fait dépendre le sort de la bataille de l'absence ou de la présence de *trois* bataillons. Sinon, je peux vous le dire, la bataille aurait été gagnée ! De plus l'opération Atalante, extrêmement utile, était menée au sud, en Cochinchine, avec des troupes locales qu'il était impossible de faire se battre au nord, au Tonkin. Tout ceci montre une ignorance totale du problème indochinois.

Bien plus importante — et même décisive — est la question de la défense du Laos. Pour des raisons à la fois politiques et militaires. Joseph Laniel compare de façon très flatteuse le général Navarre au général Joffre durant la bataille de la Marne. Il n'y a strictement aucun rapport. Joffre n'était en face que de problèmes purement stratégiques. Battu aux frontières, il décida une retraite et, avec beaucoup d'estomac, lui donna assez de profondeur pour pouvoir regrouper ses forces. Mais il se trouvait sur un même terrain d'opérations et son action ne posait aucun problème politique. Il n'en était pas du tout de même en Indochine. Nous venions de signer un traité avec le Laos qui devait préfigurer les structures futures de l'ensemble de l'Union Française, et par ce traité nous incombait le soin de la défense du pays. Pouvions-nous aussitôt après l'aban-

donner, et l'abandonner sans combattre ? Il y avait là une décision *politique* sur le sens même de la guerre.

Importance militaire aussi car, le Laos abandonné, c'était le contact avec le Siam acquis pour le Viet Minh et une descente facile le long de la vallée du Mékong : c'est-à-dire le delta cochinchinois tourné.

Il faut ajouter que, quoiqu'essaie d'en dire le Président Laniel dans une page au reste incompréhensible (p. 20), il n'y a jamais eu d'ambiguïté là-dessus. Et il se contredit lui-même un peu plus loin lorsqu'il relate (p. 74) que la mission du Président Pleven en Indochine pouvait l'amener à étudier « la question de savoir si la défense du Laos restait toujours un des objectifs de la politique gouvernementale » ! C'est donc qu'elle l'avait été.

Or tout dépend de là. Car l'on a dit que la mission du camp retranché de Dien-Bien-Phu était de détruire le corps de bataille du Viet Minh. C'est faux. Elle n'était pas d'abord cela. Elle était d'abord d'assurer l'indispensable défense du Laos. Et depuis des temps immémoriaux c'est à Dien-Bien-Phu que se défend le Laos.

— *A-t-on fait alors des objections sur le choix du camp retranché ?*

— Jamais alors et l'on a depuis jamais rien proposé d'autre. La défense devant Luang-Prabang même était radicalement impossible, le terrain d'aviation de Vien Tian inutilisable et le Siam fermé au ravitaillement. L'on a parlé du rayon d'action de la chasse, mais celle-ci pouvait passer sur Dien-Bien-Phu même 40 % de son temps de vol, c'est-à-dire environ vingt minutes. C'était très suffisant en l'absence d'aviation adverse. Aucun aviateur ni aucun artilleur n'ont alors fait la moindre objection. Il faut à ce propos savoir qu'autour de la cuvette les crêtes les plus élevées formaient un cercle de près de 80 kilomètres de longueur. 80 kilomètres ! c'est plus qu'autour de bien des positions que l'on a tenues durant les deux dernières guerres mondiales.

En raélité c'est l'accroissement massif de l'aide chinoise après l'annonce bruyante de la Conférence de Genève *sans même en prévenir le Haut-Commandement* qui a totalement transformé la nature même du combat.

— *Le Président Laniel affirme pourtant qu'il ne peut en avoir été ainsi en un mois* (p. 34) *!*

— « *Qu'il ne peut* » c'est merveilleux. Il a pourtant pu. Nous étions parfaitement renseignés sur le tonnage exact de ravitaillement qui franchissait la frontière. Or c'est *cinq jours* exactement après l'annonce de la Conférence de Genève que les Etats-Majors chinois et Viet Minh se sont réunis et qu'à cette conférence l'accroissement de l'aide chinoise a été décidée. Celle-ci a ensuite décuplé, bouleversant les données du problème.

— *En ce qui concerne les conséquences de la chute de Dien-Bien-Phu, la relation de Joseph Laniel est-elle conforme à la réalité ?*

— C'est là, avec la défense du Laos et l'accroissement brusque de l'aide chinoise, le troisième point essentiel.

Vers la fin de son livre le Président Laniel, la bataille terminée, tente de mettre entièrement au compte de son successeur M. Mendès-France les conséquences abusives qui ont été immédiatement tirées de la perte d'une bataille. Or c'est faux. Ce dernier aurait très vraisemblablement abandonné de toutes manières et à n'importe quel prix, mais le vent de panique avait commencé de souffler avant qu'il parvienne au pouvoir. En réalité durant quelques jours après la bataille le gouvernement Laniel a manifesté une attitude énergique. Puis au cours d'un second débat parlementaire il a fallu jeter du lest, et les abandons injustifiés ont été alors décidés. Or, le général l'a expliqué, le pessimisme total n'avait aucune raison. Le corps de bataille Viet Minh avait été très éprouvé et le terrain détrempé ne permettait plus d'action de grande envergure. Le général Navarre en avait d'ailleurs convaincu le général Ely lors de sa mission d'information sur place. Mais ce dernier à son retour entérinait des décisions en sens tout-à-fait inverse. L'on n'a jamais su pourquoi. Quoi qu'il en soit le défaitisme avait fait ses ravages à l'intérieur du cabinet Laniel — peut-être contre la volonté de celui-ci ? disons au moins qu'il s'est avéré incapable de le dominer.

— *Passons sur toutes les imprécisions de l'ouvrage comme les questions posées au Maréchal Juin et présentées comme des arguments. alors que la réponse de figure même pas dans le livre* (p. 76), *et venons en pour terminer au grief qui concerne l'attitude même des militaires cherchant à « se couvrir » de*

toutes décisions militaires et s'immiscant par contre dans la politique (*p.* 23) ?

— Vous savez, tous les fleuretistes expérimentés connaissent l'impression que donne la rencontre avec un adversaire qui tient son fleuret comme un bâton, qui hache l'air, qui fait n'importe quoi. L'on est souvent alors décontenancé parce que l'on ne sait plus où mettre le fer. L'on a tout à fait cette impression en face du livre de M. Laniel. C'est n'importe quoi. Il confond tout, à commencer par les rôles et les attributions. Tout se passe comme s'il n'avait jamais entendu parler de la distinction entre *conduite des opérations* et *conduite de la guerre*. La conduite des opérations n'est qu'une partie de la conduite de la guerre et lui est soumise. La conduite de la guerre a un contenu politique qui conditionne souvent les objectifs et les modalités de la conduite des opérations. Ce n'est pas, de la part d'un Commandant en chef, outrepasser ses droits ni *se couvrir* pour éluder ses devoirs que de solliciter du gouvernement des précisions sur les buts mêmes de la guerre afin de diriger en conséquence ses opérations. Mais cela est quelque chose que semble avec beaucoup d'autres ignorer M. Laniel et qui pourtant devrait figurer au programme d'examen élémentaire des candidats à la Présidence du Conseil.

C'est cela la véritable conclusion.

BILAN DU JUSTICIALISME

par Juan PERON

NOUS sommes heureux de présenter aux lecteurs de Défense de l'Occident, *d'importants extraits du livre, inédit en France, que le Général Peron, ancien Président de la République Argentine, vient de publier sous le titre « La Force est le droit des bêtes ».*

Dans ce livre, qui vient à son heure alors que la crise politique, économique et sociale déclenchée par le coup de force réactionnaire d'Octobre 1955 atteint à son comble en Argentine, Peron fait le bilan de dix années d'action au service du peuple, le récit des journées au terme desquelles il abandonna le pouvoir pour éviter une guerre civile sanglante, et le procès du régime de persécution et de mensonge imposé depuis deux ans à son pays par une oligarchie aussi avide qu'incapable de gouverner et dont les pseudo « libérateurs » ne sont que les hommes de paille.

Nous publions ci-dessous les pages dans lesquelles le général des « sans chemises » résume les réalisations essentielles de la Révolution sociale et économique accomplie par son gouvernement.

LE gouvernement justicialiste, animé par nous pendant les neuf ans qui suivirent le chaos provoqué par la révolution du 4 Juin 1943, de caractéristiques semblables à celle de l'actuelle révolution, sans contenu politique, économique ni social, a donné à la République Argentine une physionomie propre avec des caractères originaux.

Nous parvînmes au gouvernement après les élections les plus propres et les plus honnêtes dont on se souvienne dans l'histoire d'Argentine. Nous y vainquîmes une coalition de tous les autres partis, unis dans le mariage politique le plus hétérogène et le plus bigarré, où les représentants de l'oligarchie conservatrice la plus dure marchaient bras dessus bras dessous avec les socialistes et les communistes.

Notre action de gouvernement constitutionnel de 1946 à 1951, se réalisa dans le cadre de notre conception doctrinale et le premier plan quinquennal du gouvernement obtint un succès tel que je dus accepter l'exigence populaire de présider un second gouvernement. Les élections eurent lieu en 1951, contre les mêmes forces qui s'étaient opposées à nous en 1945, c'est-à-dire tous les autres partis unis. Ces élections aussi honnêtes que les précédentes, contrôlées par l'armée, furent comme les précédentes louées pour leur honnêteté par nos adversaires eux-mêmes. Nous y obtînmes 70 % du total des suffrages. Dans quelques provinces nous parvînmes même à obtenir jusqu'à 95 % des suffrages totaux.

Nous commençâmes ainsi la seconde période de notre gouvernement face à une opposition irritée par son impuissance, et où, comme pendant la première période, se maintinrent unis conservateurs, radicaux, socialistes et communistes. Dans l'impossibilité de nous vaincre dans les scrutins, ils commencèrent à conspirer ouvertement. Ils furent encouragés dans cette conspiration par le gouvernement uruguayen qui, impudemment, les aida à établir à Montevideo leur quartier général, d'où fut dirigé tout le mouvement, qui utilisa les éléments mêmes du gouvernement de ce pays.

Des fonds abondants apportés par Bemberg, Lamuraglia, Gainza Paz et d'autres commencèrent à émouvoir la passivité des chefs de la marine, de l'aéronautique et de l'armée, ces derniers heureusement en petit nombre. Peu à peu l'argent produisit ses effets et on parvint à ébranler la discipline, de sorte que les indécis prirent parti. Ni le serment prêté au pays, ni le devoir militaire sacré ne les retinrent. A n'en pas douter, pour certains hommes, il y a des facteurs matériels qui pèsent plus lourdement que l'honneur, le devoir et la conscience. Enfin des hommes, rien de plus que des hommes !

L'œuvre sociale du justicialisme.

Il serait impossible, dans les limites de ce livre, même de résumer l'énorme tâche menée à bien dans ce domaine ; aussi mentionnerai-je seulement l'essentiel et d'une manière très générale, pour donner une idée de l'ensemble. En dix ans d'une intense œuvre sociale, l'Argentine est passée de l'exploitation et de l'esclavage de 1945 à la communauté juste et fraternelle de 1955. Cette transformation est déjà largement connue dans le monde. D'une carence absolue de législation du travail et de prévoyance sociale, nous sommes parvenus en seulement dix ans à la tête du monde dans ce domaine.

Le statut du peon, les droits du travailleurs, les droits de la vieillesse, les conventions collectives de travail, la loi sur la prévoyance sociale, la loi sur les accidents du travail, les régimes de retraite pour l'ensemble de la population, les pensions de

vieillesse et d'invalidité, la loi sur les organisations professionnelles, la loi sur les logements ouvriers, les réglementations des conditions du travail et des loisirs, la loi sur le salaire annuel complémentaire, la loi de création de la justice du travail, la participation aux bénéfices, les coopératives ouvrières de production, les magasins syndicaux, la mutualité syndicale, les polycliniques ouvrières syndicales, les écoles syndicales sont seulement une petite partie de l'énorme législation promue. Nous devons, toutefois, faire remarquer qu'en Argentine, ces lois s'appliquent dans leur totalité sous le contrôle des organisations professionnelles elles-mêmes. Quelques chiffres donneront une idée sur la manière dont elles ont été appliquées. Les salaires nominaux augmentèrent de 500 pour cent, de 1945 à 1955, et le salaire réel se maintint dans une amélioration de 50 pour cent car le coût de la vie, grâce à un contrôle des prix de première nécessité n'augmenta que de 250 pour cent. Ainsi le coût de la vie en Argentine se maintint-il dans une moyenne correspondant à la moitié de la plus grande partie du monde. Grâce au statut du peon et à ses ajustements successifs entre 1945 et 1955, les salaires de ces travailleurs augmentèrent de 1.000 pour cent en moyenne.

En 1945, on ne savait pas exactement combien d'ouvriers ruraux et urbains travaillaient dans le pays, tel était l'abandon dans lequel on les tenait. On calculait qu'ils ne dépassaient pas cinq millions. En 1955, plus de dix millions travaillaient à la campagne et dans les villes.

En 1945, les lois d'assurance-vieillesse ne protégeaient qu'un demi-million d'habitants. En 1955, on peut considérer que quiconque travaille, ouvrier, patron, ou membre des professions libérales, est assuré d'un régime de retraites, protection qui couvre plus de quinze millions d'habitants pour la vieillesse et l'invalidité.

Un système de pensions de vieillesse compense également l'imprévoyance et l'oubli où vécurent les travailleurs sous les régimes passés, gouvernés par les mêmes qui aujourd'hui veulent jouer le rôle de « libérateurs » sans que personne les prenne au sérieux.

Rien que durant le premier plan quinquennal (1946-1951) on construisit 350.000 logements pour les ouvriers dans toute la République. Sous le second plan quinquennal, jusqu'en 1955, on en a construit plus de 150.000. Ainsi les travailleurs qui autrefois vivaient dans des casernes sales et jusqu'à dix par pièce, commencent aujourd'hui à être propriétaires de leur maison et à vivre décemment.

Plus de dix millions de travailleurs argentins reçoivent un salaire annuel complémentaire qui leur permet de jouir d'un mois de vacances à la montagne ou à la mer dans les bons hôtels

dont disposent les syndicats ou que leur offre la fondation Eva Peron.

Plus de 25 % des travailleurs argentins ont une participation aux bénéfices des entreprises, soit qu'ils soient eux-mêmes propriétaires grâce au système corporatif, soit que des patrons intelligents et justes en aient ainsi disposé.

Le système mutuel des syndicats offre de même l'approvisionnement bon marché des coopératives pour les articles de première nécessité, ainsi qu'un service d'assistance complet, au moyen de polycliniques modernes, de maternités, de dispensaires et de cabinets dentaires. En outre pour l'élévation culturelle et sociale de la masse, un véritable réseau d'écoles syndicales couvre tous les syndicats. On y dispense des enseignements de tout ordre et on y forme des dirigeants diplômés.

En ce qui concerne l'organisation syndicale nous dirons simplement qu'en 1945 il existait 500 syndicats, groupés en trois centrales ouvrières (Union Syndicale argentine, C.G.T. n° 1 et C.G.T. n° 2) avec un effectif total d'un million de cotisants. En 1955, il existe une seule centrale ouvrière, la C.G.T., 2.500 syndicats avec plus de 6 millions de cotisants. C'est la centrale ouvrière que s'acharnent à détruire les libérateurs qu'en ces tristes jours doit supporter notre pays. Le temps leur montrera qu'ils se trompent.

Nous pourrions écrire pendant des années sur la tâche cyclopéenne réalisée dans le domaine social pendant ces dix années où la fortune nous permit d'être au service des travailleurs argentins. Ce bien immense nous console de toutes les amertumes, inquiétudes et trahisons que nous avons supportées.

La conquête de l'indépendance économique

Il est indiscutable que pour supporter cette immense promotion sociale il fut nécessaire de construire une économie appropriée. En 1945, le désastre économique était évident. Aussi bien à cause du désordre dans lequel se trouvait notre économie que parce qu'elle manquait d'indépendance, l'Argentine faisait réellement figure de pays colonial. Soumis aux « métropoles » les Argentins s'intéressaient peu à leur économie. Résultat : celle-ci était dirigée de Londres ou de Wall-Street. Le peuple argentin était également exploité à un degré plus ou moins grand selon les nécessités ou les caprices des impérialistes. Dans le domaine économique, l'Argentine n'avait ni vie, ni gouvernement propres ni plus ni moins qu'un quelconque dominion d'Afrique équatoriale avec le désavantage que nous devions nous défendre seuls.

C'était alors l'habitude que l'on désigne, de la Cité, celui qui devait être Président de la République, généralement un

avocat des entreprises étrangères. Quant aux « indigènes » ils se chargeaient de préparer la fraude grâce à laquelle il était élu.

En 1944, tout permettait de penser que la seconde guerre mondiale touchait à sa fin. Il était nécessaire de se préparer pour l'après-guerre qui est d'habitude, économiquement parlant, l'étape la plus difficile de la guerre. Ce fut alors qu'au secrétariat au travail et à la prévoyance dont j'étais chargé, je décidai la création du Conseil national d'après-guerre. Sa mission était simple : poursuivre les études nécessaires et préparer le pays de la meilleure manière pour neutraliser les effets négatifs et tirer le plus grand avantage possible de l'après-guerre prochaine.

Il s'agissait de résoudre, aidés par les circonstances, le problème argentin le plus fondamental, celui de l'indépendance économique du pays. On mesurera dans toute son ampleur l'importance de ce problème si on pense que, libérés politiquement en 1816, nous étions tombés dans l'esclavage économique jusqu'à nos jours.

Cette indépendance économique était indispensable si nous voulions maintenir et consolider les conquêtes sociales déjà entreprises par nous à cette époque au secrétariat au travail et à la prévoyance. Dans un pays colonial comme l'était le nôtre toute conquête sociale ne pouvait avoir qu'un caractère aléatoire.

Pour réaliser notre indépendance économique un immense effort était nécessaire, ainsi que de l'habileté et un peu de chance ; mais il fallait encore :

a) recouvrer le patrimoine national au pouvoir des capitaux colonialistes ;

b) réaliser de bonnes affaires pour renforcer l'économie anémique du pays.

Le Conseil national pour l'après-guerre en prépara les bases grâce à une étude complète de l'économie argentine sous les aspects de la consommation, de la production, de l'industrie et du commerce. A l'aide d'enquêtes et d'études statistiques nous établîmes la situation, l'appréciâmes et prîmes les résolutions les plus adéquates attendant le moment opportun pour agir.

Avant même notre accession au pouvoir, nous commençâmes à réformer, avec l'appui du gouvernement de fait, l'essentiel pour gagner du temps. La première réforme fut la réforme financière au moyen de la nationalisation de la Banque centrale de la République et des dépôts bancaires que recevaient toutes les banques du pays. Ceci permit pour la première fois dans l'histoire de notre pays un contrôle financier par l'Etat. Car jusqu'alors ceci était du ressort des banques étrangères. Ce fut la première étape de la réforme économique que nous entreprîmes : nationaliser l'argent du pays.

Simultanément nous commençames à étudier la réalisation de la première étape de l'indépendance économique : le recouvrement de la dette et des services publics.

La situation à cet égard présentait un difficile problème car les sommes qui étaient nécessaires étaient réellement considérables. Notre dette extérieure atteignait plus de six milliards de pesos, c'est-à-dire pour l'époque environ deux milliards de dollars, dette pour laquelle nous payions chaque année 800 millions de pesos d'amortissements et d'intérêts, c'est-à-dire 250 millions de dollars. Tel fut notre premier objectif.

La nationalisation des services publics au pouvoir des consortiums étrangers, était le second objectif de la récupération. Il s'agissait des chemins de fer, des transports de Buenos-Aires, du gaz, des téléphones, des assurances et réassurances, de l'électricité, de la commercialisation des récoltes de céréales, de la création d'une flotte marchande et aérienne, etc...

Les relations du gouvernement avec les consortiums qui exploitaient ces services étaient cordiales. Ce n'était pas par chauvinisme que nous voulions nationaliser et moins encore pour dépouiller qui que ce soit. Mais en maintenant cet état de choses nous serions restés soumis à une décapitalisation progressive. Nous voulions leur payer un prix juste pour leurs installations et les prendre à notre charge pour les faire fonctionner comme services d'Etat.

A l'aide des chiffres suivants, on se rendra compte objectivement de l'importance des remises financières annuelles qui résultaient de l'exploitation de ces services par des compagnies étrangères :

La dette publique : 800 millions, les chemins de fer : 150 millions, la corporation des transports de la ville de Buenos-Aires : 120 millions, le service du gaz : 110 millions, les téléphones : 120 millions, les assurances : 150 millions, les réassurances : 50 millions, l'électricité : 150 millions, la commercialisation des céréales : 1 milliard, les transports maritimes : 500 millions de frets en devises, etc. Rien que pour ces rubriques les remises financières annuelles visibles dépassaient 3 milliards de pesos (1 milliard de dollars de l'époque). Si on considère la nécessité d'autres remises financières au bénéfice des diverses entreprises étrangères établies dans le pays et les remises invisibles toujours nombreuses à cause de la spéculation, nous pouvions évaluer approximativement la décapitalisation annuelle résultant des remises et des évasions de capitaux à plus de six milliards de pesos par an. Si nous considérons que le montant de notre production annuelle ne dépassait pas dix milliards de pesos, on saura ainsi exactement pour qui travaillaient les Argentins.

On me dira que les capitaux étrangers grâce à leur établissement dans le pays, apportaient un haut coefficient de capitalisation, compensatoire du processus inverse des remises financières. Malheureusement il n'en était pas ainsi. Un exemple le montre : un frigorifique britannique s'installa dans le pays en 1905, en

investissant un capital de 1 million de livres sterling (au change de l'époque, 11 millions 250.000 pesos). Quand il eut installé son matériel et ses locaux il demanda à la Banque de la nation argentine un crédit qui alla en augmentant successivement jusqu'à la somme de 100 millions de pesos. De sorte que sur 100 millions, le capital étranger investi était seulement de 10 % et le capital argentin de 90 %.

Or. les premiers dividendes payés à Londres représentèrent un bénéfice de 10 % sur les 100 millions de pesos de capital et non sur les onze millions investis. Ce qui revient à dire qu'avec les premiers dividendes le capital investi fut rapatrié et que durant cinquante ans il nous décapitalisa à raison de 10 millions par an, au total 500 millions.

Tel était le processus commun suivi par presque toutes les entreprises étrangères et qui expliquera, de manière simple et objective la raison pour laquelle il était indispensable à l'économie argentine de réaliser le plus vite possible la récupération pour éviter sa décapitalisation progressive.

Indubitablement ce n'était pas une chose simple de réaliser la récupération, surtout si, comme nous le désirions, il fallait payer jusqu'au dernier centime les capitalistes étrangers, afin de ne pas porter préjudice au prestige international du pays.

Un calcul « grosso modo » donnera une idée approximative de l'effort dont il s'agissait. En comptant l'achat des entreprises de valeur historique, le paiement du *lucre cessant,* la création des organismes et des services nouveaux, l'achat des bateaux et des avions nécessaires on devait considérer comme un minimum environ 30 milliards de pesos.

Pour ne pas me sentir tenté et éviter les conseils faciles, je résolus de brûler mes vaisseaux, en déclarant que je me couperais la main plutôt que de signer un emprunt. Parce que si le but était l'indépendance économique, ce n'était pas la peine de sortir des flammes pour tomber dans les braises.

A ce moment, s'ajoutait à ce terrible effort la nécessité de renouveler l'équipement industriel ainsi que tout le matériel ferroviaire et automobile qui durant les cinq années de guerre, du fait de l'arrêt des exportations n'avaient reçu aucun apport. On chiffrait le coût de ce renouvellement à un montant de 20 milliards de pesos.

Nous étudiâmes ce problème avec attention et j'avoue que quand nous récapitulâmes tous les besoins, une espèce de panique s'empara de moi qui sentais la terrible responsabilité d'être à la tête du pays et le doute de pouvoir surmonter sa difficile conjoncture économique. Avec les études en ma possession, je convoquai à une réunion privée les économistes les plus qualifiés, de l'avis de quelques conseillers économiques. Je perdis des

heures à leur expliquer mes plans et à leur donner tous les renseignements nécessaires pour envisager le problème. Ils s'en furent ensuite l'étudier et trois jours après nous nous revîmes de nouveau pour étudier les solutions. J'avoue que je restai frustré, car ils parlèrent beaucoup, ne dirent rien ou le peu qu'ils dirent je ne le compris pas, car ils le dirent en usant d'une terminologie si rare et si confuse que je doute qu'eux-mêmes se comprissent.

La réunion se termina d'une manière un peu intempestive car l'un d'eux me déclara : « Monsieur, vous voulez dépenser des milliards que vous n'avez pas. Si vous n'avez pas d'argent comment voulez-vous acheter ? » A quoi je répondis : « Mon cher ami si j'avais l'argent je ne vous le demanderais pas », et là-dessus se termina l'entrevue.

(*A suivre*).

Georges OLLIVIER

DEUX ERREURS du Président Eisenhower

LE Pt Eisenhower, qui n'est décidément pas un grand tacticien politique, vient de commettre deux fautes : s'engager à fond dans l'affaire de Little Rock et perdre, aux yeux du vulgaire, la suprématie dans l'armement atomique.

Sa popularité, dit-on, en souffre quelque peu.

Cela n'a pas, en ce qui le concerne, une grande importance, car il sera difficile à ses partisans les plus acharnés de lui faire solliciter un troisième mandat : sa santé serait un premier obstacle et l'aventure de Roosevelt laisse trop de traces pour qu'un groupe occulte, si puissant soit-il, cherche à violer une seconde fois une règle non écrite de la Constitution à laquelle de nombreux Américains attachent tant d'importance.

Mais le Parti républicain lui-même risque de faire les frais des fautes commises si le clan de gauche s'obstine à ne pas comprendre la leçon des événements pour mieux poursuivre une politique sectaire qui écarte régulièrement des urnes une fraction appréciable des Républicains sans réussir pour cela à mordre sur le bloc démocrate.

⁂

La politique d'intégration raciale, qui soulève une intense émotion, non seulement dans les Etats du Sud, mais dans ceux des districts du Nord où le pourcentage des noirs pose un problème quotidien pour la population blanche, est poursuivie sans pitié pour deux raisons : arracher les électeurs noirs au Parti démocrate dans les circonscriptions où ces derniers tiennent la balance, manifester au monde le libéralisme américain.

On assure que M. Foster Dulles a beaucoup poussé à l'intransigeance dans l'affaire de Little Rock. Sans doute espérait-il impressionner l'O.N.U. et obliger la France à trouver une

solution « libérale » au problème algérien. Le jour où le Pt Eisenhower en a été réduit à l'envoi de parachutistes dans l'Arkansas, il ne pouvait pas mieux montrer le défaut de la cuirasse et inciter les Français d'Alger à garder des positions que les industriels américains occuperaient aussitôt si le « libéralisme » triomphait.

La question électorale est plus subtile et risque, suivant les circonstances, d'aboutir à des résultats très différents. Sa complexité est extrême, mais nous ne nous en demandons pas moins : qu'est-ce qui incite de nombreux élus du peuple à suivre indéfiniment les consignes des sectaires de la « Garde du palais » et à chercher à gauche des électeurs qu'il serait plus facile de trouver à droite si nous en jugeons pour le nombre des abstentionnistes ? Parmi ces derniers, il y a, certes, des négligents incurables. Dans les circonscriptions où leur conquête est possible, il vaudrait mieux leur donner satisfaction que de troubler le pays en faisant le jeu de la progressiste Association pour l'avancement des gens de couleur.

Retenons le mot de Stewart Alsop à la **N. Y. Herald Tribune** du 1er octobre 1957 : « Il y a dans la question raciale, matière à déchirer le pays ».

Or, c'est à l'Association pour l'avancement des gens de couleur que les « libéraux » de Washington ont pensé en faisant passer une loi sur les « droits civiques » des noirs, loi qui a été rejetée par le Sénat une première fois le 2 août dernier, puis votée avec quelques modifications un mois plus tard malgré le discours de plus de vingt-quatre heures du « flibustier » Strom Thurmond. C'est encore cette association que visent les Républicains de gauche lorsqu'ils font circuler parmi les nègres des Etats du Nord, le mot d'ordre : voter pour les Démocrates, c'est assurer le triomphe du sénateur Eastland (la bête noire des progressistes de couleur) et donner la présidence de toutes les commissions du congrès aux racistes du sud. (1)

Les sénateurs du sud, nous l'avons déjà dit, mais il faut le redire, constituent l'élément conservateur du Parti démocrate, celui qui fait bloc avec les Républicains de droite pour torpiller les projets de loi socialistes et que la modification du régime électoral des Etats du Sud risque d'éliminer de l'arène politique.

Nous reconnaissons que leurs farouches adversaires, partisans de l'intégration, avaient pris toutes leurs précautions en s'attaquant à Little Rock : le point de départ d'une nouvelle offensive de propagande pouvait sembler judicieux et rien n'indiquait que le gouverneur Faubus jetterait une pelure de banane sous les pas des antiracistes.

---

(1) **The Dan Smoot Report**, 31 août 1956 (Dallas, Texas).

La population noire est inégalement répartie dans l'Arkansas et, dans les régions où sa densité est faible, les objections contre l'intégration sont moins fortes. A Van Buren, Fort Smith et Ozark, elle s'est faite sans bruit. Mais à Little Rock, les nègres sont à un contre quatre ; c'était une proportion déjà trop forte pour que les blancs écoutent sans murmure les discours lénifiants prononcés pendant plusieurs mois à la radio par des étrangers à leur pays ou qu'ils prennent au sérieux les titres des petits noirs choisis par le maire de leur ville pour les mêler à leurs enfants.

La réaction des blancs de Little Rock a déterminé celle du gouverneur Faubus.

Faubus n'est pas un homme qui vit dans l'atmosphère éthérée des idées pures et s'attache indéfectiblement aux grands principes ; c'est un parvenu bien décidé à se maintenir au sommet d'une hiérarchie qui lui aurait semblé inaccessible il y a quelques années. Aucun moyen, aucune idée ne lui sembleront mauvais pour arriver à ce but.

Né d'une famille d'agriculteurs, Faubus a eu dans la vie, des débuts modestes. On l'a vu tour à tour bûcheron, ouvrier agricole, instituteur, receveur des postes, agent électoral (1). Un coup de chance lui a permis de devenir gouverneur en 1954. L'année dernière, il a réussi à se maintenir à son poste, mais au cours de l'année 1957, il s'est un peu usé, comme tous les hommes au pouvoir, et craignait que sa politique d'impositions et d'augmentation des tarifs des services publics ne lui ait aliéné des sympathies, surtout parmi ses amis libéraux. Il n'avait pas envie de retomber dans le néant et sentait qu'il perdrait sûrement les élection de 1958 s'il laissait Jim Johnson et Bruce Bennett exploiter le racisme des blancs exaspérés contre les politiciens de Washington.

Or, la situation était explosive, non seulement dans le Sud, mais partout où les nègres semblaient vouloir profiter de la complaisance officielle : à Dade City (Floride), des coups de feu avaient été tirés sur une automobile transportant des joueurs noirs et blancs qui revenaient d'un match de base-ball (16 août) ; à Levittown (Pennsylvanie), la police montait la garde autour d'un immeuble où s'étaient introduits des locataires noirs et que les blancs lapidaient ; à Nashville (Tennessee), l'administration prétendait imposer une douzaine d'élèves noirs à cinq écoles réservées aux blancs ; une des écoles était ravagée par une violente explosion et rendue absolument inutilisable (10 septembre) ; pendant trois semaines, de la fin de juillet au 15 août, Chicago avait été le théâtre de violences contre des nègres qui prétendaient fréquenter le Calumet Park en zone blanche et

(1) Newsweek, 23 septembre 1957, p. 11.

pour diverses autres raisons. 133 jeunes blancs avaient été arrêtés et condamnés à des peines diverses, mais les esprits n'étaient pas calmés.

A l'arrivée des parachutistes, le gouverneur Faubus traduisit le sentiment général des Sudistes en disant : « l'Arkansas est un pays occupé ». Le Pt Eisenhower avait rouvert cette plaie à peine fermée, causée par la sinistre période de la Reconstruction consécutive à la guerre de sécession. Il était comparé à Hitler et ses soldats à l'armée rouge piétinant la Hongrie, ce qui est tout de même excessif :

« Mercredi, à Little Rock, j'ai vu poindre l'aurore du jour le plus sombre pour le Sud depuis la Reconstruction, écrivait The Jackson Clarion Ledger (Mississippi), alors que les bayonnettes fédérales, aux mains des troupes fédérales, inauguraient la Reconstruction II.

« Le Président Eisenhower, assis au cœur du gouvernement fédéral centralisé de Washington, a considéré l'Arkansas comme un satellite presque comparable à la Hongrie où les efforts accomplis pour rétablir la liberté locale ont été brisés sans pitié. »

Sous l'impulsion du sénateur Russel, de la Géorgie, les autres Etats du Sud menacés achevaient de prendre des mesures législatives pour paralyser l'action judiciaire fédérale ou la rendre sans objet et les stratèges de la Maison Blanche, qui n'auraient pas voulu donner l'impression de fouler aux pieds les droits des Etats, étaient fort embarrassés de n'avoir plus de recours que la force impossible à employer dans dix-sept Etats récalcitrants, dont cinq où la décision de la Cour suprême est absolument ignorée (Mississippi, Alabama, Géorgie, Caroline du Sud et Floride). (1)

Il fallait que la situation fût bien grave pour qu'un personnage qui avait été tour à tour sénateur, membre de la Cour suprême, gouverneur de la Caroline du Sud et ministre des Affaires étrangères, James Byrnes, sorte de sa réserve :

« Les gens du Sud, déclara Byrne à la fin de septembre, déplorent la violence. Elle ne favorise aucune cause... Lorsque les chars d'assaut et les canons auront été retirés, il subsistera chez les blancs la même détermination de recourir à tous les moyens légaux pour empêcher le brassage des races. » (1)

Dans ces conditions, quelle que fût l'indécition de son caractère, si souple que fût sa mentalité de politicien, Oval Faubus ne pouvait plus céder. Lors de la conférence des gouverneurs du Sud avec le Président, on lui arracha bien par téléphone un acquiescement à un protocole qui était en fait une capitulation,

(1) Consulter sur ce point la carte publiée par **The New-York Herald Tribune** (Paris), 10 septembre 1957.

(1) **The New-York Times** (Weekly Review), 29 septembre 1957.

mais lorsqu'il eût vu le texte, il le modifia avant de le laisser publier à Little Rock et les troupes fédérales demeurèrent.

Pour amadouer la population, 500 des mille parachutistes ont été rapatriés et les stratèges de l'éducation supputent le bénéfice réel de l'opération. Il sera très difficile d'exploiter la loi sur les droits civiques des noirs si l'on ne peut pas achever de braquer la population blanche contre le Parti républicain dans le Sud. En tout cas, le Pt Eisenhower a bien ordonné une autre intégration scolaire, mais il s'est gardé de fixer une date. Les principes sont saufs, mais l'application de la décision de la Cour suprême est incontestablement retardée.

Le semaines passent en effet sans que le temps fasse ce qu'on est convenu d'appeler son œuvre et la tension reste si grave dans le Sud, à Little Rock en particulier, que le maire de la ville, ennemi du gouverneur Faubus et qui n'a cessé de contrecarrer sa politique, en est à lancer des mandats d'arrêt contre des membres de l'Association pour l'avancement des gens de couleur. Comme Faubus, il pense à son avenir électoral et a senti d'où soufflait le vent.

Voyant cela, les amis du Pt Eisenhower escomptaient, en octobre, une invraisemblable scission du Parti démocrate dans l'espoir de conserver la suprématie des Républicains l'année prochaine.

Nul ne peut préjuger du résultat des élections de 1958, mais nous concevons aisément que l'hôte de la Maison blanche se sente dans une impasse humiliante (vexing impasse). (1)

⁂

Le lancement de Bébé-lune a produit un choc presque aussi grave que la signature du pacte Ribbentrop-Molotov et mis le monde occidental dans une situation presque aussi tragiquement ridicule.

Inquiet des initiatives d'Harold Stassen, M. Foster Dulles était arrivé à Londres avec la prétention à peine déguisée de mettre un terme à de dangereux palabres et de conserver la suprématie atomique américaine. Louable intention, mais qui montrait l'ignorance où se trouvaient les Américains de la situation véritable.

M. Dulles ne réussit pas à empêcher la présentation d'un ultime plan, plus utopique encore que les autres, par Jules Moch et au moment où il croyait pouvoir le torpiller, il eut la douleur de constater que c'étaient les Russes qui renvoyaient les délégués chacun chez eux.

(1) Newsweek, 21 octobre 1957, p. 27.

Certes, il ne faut rien dramatiser. Le général Perré a montré ici-même que le rapport des forces n'était pas sensiblement modifié par le lancement des nouvelles fusées, mais, avec un art qui éclipse les procédés de Potemkine, les Russes hypnotisent les foules et l'exploitation politique de l'invention peut être très dangereuse.

Les Américains le sentent et donnent à leur échec scientifique des explications pitoyables : ladreries, rivalités de services, maccarthysme...

Comme tous les budgets démocratiques, le budget américain est manipulé avec absurdité. Il est très compréhensible que les contribuables d'outre-Atlantique soient fâchés de sentir un tour de vis fiscal tous les ans, alors qu'une partie de leurs fonds sont distribués sans discernement à des gouvernements étrangers qui les emploient rarement pour les besoins de leur défense militaire. Lorsque le Congrès cherche à mettre un fond à ce tonneau des Danaïdes, il est dans son rôle : l'aide américaine ne peut vraiment être fournie qu'à des peuples désireux de se sauver. Elle n'est pas faite pour consolider, un peu partout dans le monde, des régimes marxisants, hostiles au principe de la libre entreprise chère aux citoyens de l'Union.

A l'intérieur même du pays, le gaspillage des subventions est le même. Pour une fois, nous sommes tout à fait de l'avis de Marguerite Higgins, lorsqu'elle écrit à la **N. Y. Herald Tribune,** qu'il aurait mieux valu ne pas couper les crédits militaires afin de soutenir avec ardeur le cours du fromage.

La presse américaine a aussi beaucoup évoqué les rivalités de services qui ont retardé le développement de certaines recherches scientifiques.

Les rivalités stériles font partie de la vie des administrations, grandes ou petites. Lorsqu'elles sont géantes, ces rivalités peuvent être catastrophiques. C'est le cas, mais, là, nous disons que la responsabilité du président est directement engagée. Le contrôle qu'il peut exercer sur les grands services de l'Etat est infiniment plus efficace et rapide que celui auquel prétend le Congrès. Ici, le contrôle était, en outre, celui d'administrations militaires : aviation et marine ; qui pouvait mieux qu'un ancien général régler un conflit d'attributions dans ce secteur et exiger une coopération nécessaire à la vie du pays ?

Enfin, Walter Lipmann et quelques autres, ont écrit que le maccarthysme, toujours en vigueur, avait paralysé l'activité des savants.

C'est proprement se moquer du monde. Si les Etats-Unis ont encore une industrie atomique, c'est parce qu'après des années d'efforts, il a pu être mis fin au sabotage d'Oppenheimer et à l'espionnage éhonté des Rosenberg, Gold, Greenglass, Klaus Fuchs et Pontecorvo. Jamais sans ces personnages, les Russes

n'auraient eu le plutonium, les microfilms et les explications de dessins nécessaires au lancement de leur puissance atomique. Livrés à eux-mêmes, ils n'en seraient peut-être plus au stade du balbutiement, mais ils seraient fort en retard sur les Américains et les bons bourgeois n'en seraient pas à plaindre Frisette.

On dira que sabotage, espionnage et livraisons inopportunes datent des présidences de Roosevelt et de Truman. Que les « Libéraux » américains ne reprochent donc pas au Pt Eisenhower de laisser prendre des précautions peut-être encore insuffisantes !

Son erreur est d'avoir subi, comme ses prédécesseurs, l'influence de Bernard Baruch et favorisé de dangereux projets d'internationalisation de l'industrie atomique sous le couvert de l'O.N.U. L'appui qu'il a donné à Harold Stassen aurait pu être catastrophique : si les Russes avaient un retard sur les Américains, il était absolument contre-indiqué de leur permettre de partager les secrets de la puissance américaine.

Dans le même ordre d'idées, il est inconcevable que le Président ait laissé un membre de son cabinet : cet ancien associé de la banque Kuhn, Loeb and C°, qui se fait appeler «l'amiral» Strauss parce que, sans jamais poser le pied sur un bateau, il a été intendant de la marine en 1941-45, installer à Vienne une agence atomique internationale dont les Russes pourront s'emparer en une heure s'ils décident de faire le moindre mouvement stratégique en Europe.

Georges OLLIVIER.

Pierre HOFSTETTER

CHEZ LES LIGUEURS de l'Empire Britannique

Non, la race des solides « Britons » au regard fier et droit, colosses sains de corps et d'esprit mangeant du porridge et du roastbeef, cultivant ardemment l'amour de la patrie et du roi, la race des descendants de Drake et de Raleigh, des fils de ces hardis colons qui allèrent voici trois cent cinquante ans fonder Jamestown, première colonie anglaise d'Amérique, dont on a fêté l'anniversaire ces derniers mois en Virginie, non cette race de marins et de bâtisseurs d'empire n'est pas morte. Ce n'est bien entendu ni en lisant les discours insignifiants de MM. Macmillan, Gaitskell, Selwyn Lloyd et autres Bevan que l'on s'en apercevra, ni en consultant, même quotidiennement, la grande presse britannique, du « Times » au « Manchester Guardian » et du « Yorkshire Post » au « Daily Herald », qu'on le réalisera davantage. Et l'atmosphère de Londres, comme d'autres grandes villes du Royaume-Uni, laisserait plutôt l'impression d'une immense apathie, d'une résignation définitive à un destin médiocre et misérable. Le décor est souvent trompeur. En Grande-Bretagne comme en France et dans d'autres pays qui se meurent lentement du régime parlementaire et démocratique, le feu couve petit à petit. La révolte ne gronde, si l'on peut dire, qu'à pas mesurés. C'est une question de temps et de circonstances. Il me semble impossible qu'un grand peuple comme le peuple anglais ne se ressaisisse pas devant les capitulations de ses gouvernements successifs devant les Nehru, les Nkrumah et les Jagan qui le narguent insolemment, devant les dangers qui le menacent de toutes parts et ce démembrement systématique,

crépusculaire, d'un empire universel qui glorifia le triomphe, la supériorité de l'homme blanc en Afrique, en Asie et dans les Amériques.

S'il fallait limiter son information aux grands organes populaires de Fleet street, il est évident que l'observateur serait bien en mal de discerner dans la pagaille actuelle une seule voix sérieuse, sincère, se refusant à la démission de la Grande-Bretagne en tant que puissance mondiale. Le hasard, qui fait parfois bien les choses, nous a mis un jour d'été 1956 au contact d'un hebdomadaire courageux, intelligent, défendant des idées saines et diffusant d'excellentes opinions : « Candour ». C'est ainsi que nous avons appris à connaître cette Ligue des Loyalistes de l'Empire, ni de droite ni de gauche, mais exclusivement dévouée à la défense des intérêts britanniques partout où ils sont piétinés. Comme tous les mouvements nationaux similaires de France, d'Italie ou d'Allemagne, la Ligue est financièrement pauvre mais riche en valeurs humaines, en enthousiasmes virils, en patriotisme, en combativité. Fondée il y a quatre ans, elle eut à maintes reprises l'occasion de se manifester et de faire parler d'elle. En 1955, par exemple, elle protesta publiquement contre une campagne anti-apartheid menée dans le Royaume-Uni par l'évêque de Johannesbourg, interrompit plusieurs meetings durant la période pré-électorale en avril et mai, s'en prit à la B.B.C. après qu'un collaborateur de la télévision ait qualifié l'empire de « chose diabolique », mit à bas en octobre le drapeau de l'O.N.U. lors d'une manifestation internationaliste destinée à corrompre l'esprit des jeunes, intervint dans une rencontre au Central Hall de Westminster en faveur d'un gouvernement mondial. L'activité de la Ligue redoubla l'année suivante. En janvier, sa secrétaire, Leslie Greene, s'empara du microphone du premier ministre — Eden — lors d'un meeting important à Bradford et, avant que celui-ci ait pu réagir, elle l'accusa de poursuivre la liquidation de l'empire. En mars, la Ligue déclencha à travers toute la Grande-Bretagne une vigoureuse campagne de protestation contre la visite du sinistre couple Khrouchtchev-Boulganine à Londres. Cette campagne amena une grose publicité à la Ligue, et de nombreux adhérents. Il est significatif qu'elle ait été la seule organisation britannique à parader dans les rues, à diffuser des slogans par haut-parleur, bref à protester ouvertement contre la venue des tyrans soviétiques.

Depuis lors, à intervalles réguliers, des ligueurs se manifestent dans des réunions publiques, toujours prêts à défendre

le pays, l'empire, et à dénoncer, condamner les politiciens au pouvoir. Tout récemment encore, l'audacieuse Leslie Greene s'en alla dire son fait à Macmillan qui parlait à une réunion de femmes conservatrices à l'Albert Hall. « L'empire britannique était la plus grande force de paix que le monde ait connue », s'écria-t-elle d'une voix vibrante et forte avant que le premier ministre ait commencé son discours, « et vous êtes en train de le liquider ! » On intima Leslie Greene à se tenir tranquille, mais celle-ci n'en continua pas moins à exprimer vigoureusement des points de vue contraires à la doctrine officielle tory, tant et si bien que quatre gardes s'emparèrent brutalement d'elle et la jetèrent dehors. L'ordre régna-t-il alors ? Pas du tout : un moment après, une autre femme se levait pour répéter la cinglante accusation : « Oui, vous liquidez l'empire ! » La Ligue, on le voit, ne se laisse pas intimider. Elle ne se soumet pas...

Qu'est-ce que la Ligue des Loyalistes de l'Empire ? Essentiellement une association de patriotes, à travers le Commonwealth, déterminée à résister à la politique actuelle de « sabordage de l'empire ». La Ligue considère que le fait d'accorder l'autonomie à des peuples sous-développés est une folie criminelle. Elle lutte pour le maintien du « leadership » britannique et pour un resserrement des liens avec les Dominions. Elle est farouchement opposée au bolchevisme et à ses alliés, mais n'oublie pas pour autant que « certains Américains, tout en s'affichant comme nos amis, utilisent la menace soviétique pour saper notre souveraineté nationale ». La Ligue prend conscience également que. si le communisme s'est implanté jusqu'au cœur de l'Europe, c'est le résultat de Téhéran et de Yalta. Elle n'épargne donc de ses coups ni Roosevelt, ni Churchill. Dans un petit opuscule publié par les éditions de « Candour » sous le titre « Stand by the Empire », A. K. Chesterton écrit ainsi : « Une personnalité massive — personne ne niera ce titre à Winston Churchill. Mais il n'est pas synonyme de sagesse ou de sagacité. Les qualités d'un homme d'Etat se jugent au fruits de son règne, et les fruits churchilliens doivent être évalués au milieu de la débâcle de nos intérêts nationaux et impériaux. Certes, notre moral était au plus bas en 1940 quand il prit le pouvoir. Mais cette crise aurait-elle dû jamais se produire ? Notre monde britannique serait toujours intact si nous avions laissé Allemands et Russes se battre entre eux dans les steppes. Tout le plan hitlérien visait au « Drang nach Osten ». Qu'il devint un « Drang nach Westen » a été l'œuvre de la finance interna-

tionale, aidée par le parti anglais de la guerre, qui usa d'une énergie démoniaque pour précipiter le pays, aussi peu préparé était-il, dans une guerre terrible qui épuisa sa force, bien avant qu'Allemands et Russes aient échangé un seul coup de feu. Or, qui était le chef du parti de la guerre qui risqua si joyeusement notre existence nationale ? Winston Spencer Churchill ».

Dans le domaine des affaires intérieures, le programme de la Ligue est en général assez vague. On sait pourtant qu'elle soutient un ordre social sain, inspiré du christianisme, rejetant « ce système de cauchemar dans lequel il est ouvert une dette publique en faveur d'un système de crédit public ». La Ligue défend les intérêts « du petit homme et du petit commerce » contre les entreprises collectivistes et les monopoles d'affaires. Elle est hostile aux idées égalitaires, internationalistes et aux pratiques marxistes. Elle lutte pour la suprématie blanche, pour une Afrique à direction blanche, contre « l'esclavage mondial » de l'O.N.U. et de ses officines annexes. Il convient de noter, à cet égard, que la Ligue se montre très indépendante dans sa manière de concevoir la défense de l'Occident : ni l'O.T.A.N., ni le marché commun, ni projet quel qu'il soit d'intégration britannique à l'Europe ne reçoivent son consentement. « Bristish first ! » : un peu comme Charles Maurras proclamait la nécessité de « La France seule » ; un peu aussi comme les Allemands chantent « Deutschland über alles » et les isolationnistes du Middle West réclament le rétablissement de la doctrine de Monroe. Mais l'indépendance nationale, la souveraineté nationale ne sont que trop souvent de vains mots. Dans un autre opuscule, « Beware the Money power », A. K. Chesterton observe impitoyablement : « Aujourd'hui le fait central n'est que trop clair. Il n'y a pas de souveraineté britannique, sinon au sens nominal du mot. Il n'y a pas de souveraineté française, ou hollandaise, ou allemande, ou italienne. Par dessus tout, il n'y a pas de souveraineté américaine. En lieu et place, la puissance monétaire juive est souveraine. Consciemment ou non, les Churchill, Eden, Butler, comme les Spaak, Van Zeeland, Adenauer sont autant les créatures des puissances d'argent que le sont les Eisenhower et les Dulles et que le furent les Wilson, Roosevelt, Truman, Acheson, Attlee, Morrison ». Ces lignes datent d'octobre 1954. Quelques noms seraient à modifier. Mais le sens des lignes de Chesterton demeure. Sauf erreur, plusieurs numéros spéciaux du « Crapouillot » confirment largement les assertions de « Beware the Money power ».

« Beware the Money power ». c'est-à-dire, littéralement : « Attention aux puissances d'argent ! »

Le rédacteur en chef de « Candour », l'organe hebdomadaire de la Ligue des Loyalistes de l'Empire, A. K. Chesterton, est un des commentateurs les plus lucides et les plus adroits d'une presse britannique où le franc-parler, la liberté d'expression se meurent. On considère également Chesterton comme l'un des douze meilleurs orateurs de Grande-Bretagne. Vaillant combattant des deux guerres, A. K. Chesterton, après des débuts au « Johannesbourg Star », fut dix ans le vigoureux et perspicace éditorialiste du « Truth » de la bonne époque — devenu aujourd'hui une insipide feuille tory. Il devint pour un temps le conseiller littéraire de Lord Beaverbrook, collabora aux « Daily » et « Sunday Express », et y publia une fois, notamment, une captivante et fort objective étude sur William Joyce, dit Lord Haw-Haw, qui fut à Berlin le Paul Ferdonnet des Anglais. Chesterton a également été le rédacteur de différents hebdomadaires d'opinion comme « Weekly Review » et London Tidings ». Ce remarquable journaliste, qu'on lit avec le même plaisir qu'un Sokolsky à New-York, un Bardèche, un Cousteau, un Dominique à Paris et qu'un Eddy Bauer en Suisse, rédige chaque semaine l'admirable éditorial « Candour » et la chronique, documentée et révélatrice, « Derrières les nouvelles ». Animateur politique de la Ligue des Loyaliste de l'Empire, il vient d'effectuer une triomphale tournée en Afrique, défendant fermement, avec l'aide de Leslie Greene, les buts et l'idéal du mouvement. Car la Ligue, on l'a dit, rayonne à travers tout le Commonwealth, de Singapour au Transvaal, de la Nouvelle-Zélande au Kenya, de l'Australie au Canada. Qu'elle ne compte encore que dix mille membres actifs importe peu : mieux vaut une petite troupe bien organisée, solide, fraternelle, qu'une immense masse amorphe. Après tout, les hardis colons qui fondèrent Jamestown en Virginie n'étaient qu'une poignée et Adolf Hitler, dans sa brasserie de Munich, n'avait au début que six compagnons...

Pierre HOFSTETTER.

Yves JEANNE

Lettre d'Algérie

M. Robert Lacoste voulait faire du 11 Novembre, une journée test.

Après l'échec des manifestations du 18 Septembre, notre Ministre pensait s'être imposé définitivement. Les derniers opposants à sa politique étaient vaincus ; le « Comité d'Entente des Anciens Combattants » et le « Rassemblement des Français d'Algérie » avaient renoncé à toutes manifestations ; seuls, les Etudiants tenaient, encore que certains d'entre eux, groupés autour de Jean Gautrot, président de leur A. G., n'eussent maintenu leur hostilité au Résident S.F.I.O., qu'en raison de leur ralliement à M. Jacques Soustelle (et, dans le sens de l'Intérêt National, ceci n'est pas un avantage).

La commémoration de l'Armistice devait servir au triomphe de la politique de « pacification » et affirmer de façon péremptoire le retour, si souvent annoncé mais toujours différé, à un climat de confiance et de collaboration franco-musulmanes.

Or, la décision des Anciens Combattants Européens de ne pas participer au défilé de la « réconciliation » allait tout remettre en question.

Depuis Septembre, le Bureau du Comité d'Entente avait subi de rudes assauts ; un certain nombre de « militants de base » n'avaient pas avalisé l'alignement de leurs dirigeants ; ceux-ci, s'ils tenaient à conserver la confiance de leurs troupes et, partant, leurs titres et leurs honneurs, allaient devoir durcir leur attitude vis-à-vis des Pouvoirs Publics. A la veille des élections à l'A. G., les membres sortants savaient aussi qu'ils n'obtiendraient à nouveau la confiance des Etudiants que dans la mesure où ils feraient preuve d'énergie et de décision. A ces raisons, déjà majeures, s'ajoutait depuis la dernière crise ministérielle un conflit désormais aigu entre partisans du député de la Dordogne et Soustelliens ; les succès enregistrés à Alger par l'U.S.R.A.F. et ses différentes succursales, dont le « Mouvement Universitaire », annonçaient un renouveau de l'opposition à Lacoste. Il manquait une occasion.

Et c'est pourquoi, en ce matin du 11 Novembre, en dehors d'une poignée d'opportunistes, il n'y eut personne pour se joindre aux Anciens Combattants, Tirailleurs et Harka musulmans rassemblés de plus ou moins bon gré par les Services du Gouvernement Général et

de la Préfecture ; c'est pourquoi aussi peu d'Européens mêlèrent leurs acclamations à l'adresse du Résident à celles des indigènes raflés à l'aube dans la Casbah et Cité Mahieddinne par les Militaires, en vue de faire la haie sur le passage du cortège officiel et d'affirmer ainsi le renouveau de « confiance » des populations autochtones envers la France.

Refus Européen, participation indigène obtenue à coups de récompenses ou sous la menace de sanctions, quel beau succès M. Lacoste ! !

Sur les « incidents » eux-mêmes, les bruits les plus divers ont été répandus, colportés par une Presse Algéroise et Métropolitaine aux ordres. Le Gouvernement Général, dans son souci de minimiser une hostilité qu'il sent renaître, attribua à quelques dizaines d'étudiants et de collégiens désœuvrés la responsabilité de la manifestation ; il tenta, dans le même temps, d'opposer entre elles les différentes classes de la population européenne : « ces jeunes gens, généralement en âge d'être sous les drapeaux, au lieu de se consacrer à leurs études, occupent leur temps à des activités qui ne sont pas de mise actuellement en Algérie, alors que leurs camarades du même âge, *ouvriers, fonctionnaires et paysans,* assument une rude mission dans les djebels pour les défendre » lit-on dans le texte de la décision d'annulation des sursis prise *sur-le-champ* par Lacoste et diffusée toutes les heures pendant la journée du 11 par les speakers à gages de « Radio-Algérie » ; (le procédé n'est pas nouveau dans les annales du Parti S.F.I.O. et le Résident-Partisan a repris les méthodes chères aux Blum et Dormoy, lançant les ouvriers de la banlieue rouge contre les « fascistes » du Quartier Latin, aux beaux jours du « Front Populaire ») ; le Cabinet du Ministre de l'Algérie alla plus loin encore et *Le Monde,* du 13 novembre, imprimait : « ...de source officielle on annonçait dans la soirée au Gouvernement Général que quelques-uns d'entre eux (parmi les jeunes gens appréhendés) auraient avoué avoir reçu de petites sommes d'argent pour manifester ». Après l'excitation à la lutte sociale, la calomnie. Robert Lacoste a bien retenu la leçon de ses maîtres ; encore manque-t-il de finesse, car présenter en même temps les opposants du 11 comme des « fils à papa » et insinuer qu'ils ont « crié des slogans » pour toucher un peu d'argent n'est pas très logique ; le Résident et ses services de Propagande, il est vrai, n'en sont ni à un mensonge ni à une bourde près.

Ceci dit, la manœuvre officielle eût pu réussir et la grande masse de la population, endormie par les berceuses patriotiques de son Ministre, serait tombée dans le panneau. Il suffisait, le lendemain, d'entendre les réflexions de l'Algérois moyen ; elles n'étaient pas favorables aux « trublions » dénoncés par le Gouvernement Général, la Presse et la Radio. Mais, dès lors, et s'il s'agissait d'une poignée de godelureaux, que signifient ces mesures draconiennes prises contre les dirigeants de l'A. G. ? Pourquoi expulser d'Alger, le Bâtonnier Péringuay, déporter dans l'intérieur certains membres du Comité d'Entente des Anciens Combattants et même, si l'on en croit *Le Monde,* arrêter des professeurs et des fonctionnaires ? Nous savons M. Lacoste irritable ; le « chahut » estudiantin dont il voulait nous persuader expli-

que mal pourtant les mesures d'ostracisme prises contre un Avocat de 78 ans ou le « déplacement » de M. Autier, membre du Comité d'Entente et attaché de Presse au Gouvernement Général.

Cette vague de répression, disproportionnée à la manifestation, donna par contre un poids nouveau à certains bruits selon lesquels les incidents auraient été déclanchés par des agents provocateurs à la solde de Lacoste, en vue de lui permettre d'en finir avec les opposants nationaux. A ce propos certaines questions sont posées à Alger : OUI ou NON des personnes qui le 11 ne se trouvaient pas sur les lieux des incidents ont-elles été arrêtées ou ont-elles vu leurs sursis résiliés, seulement parce qu'elles figuraient sur des listes de proscription établies de longue date par le Cabinet du Ministre Résident ? (Et nous répondons *OUI* en toute certitude). OUI ou NON, dès avant le défilé, des cameras étaient-elles braquées en direction des Boulevards Laferrière et Baudin, prenant sous leur objectif l'endroit précis où allaient éclater les incidents ; un film de ces « incidents » fut-il tourné qui, projeté dans les locaux officiels, permit de discerner entre provocateurs et manifestants authentiques et, parmi ces derniers, d'en arrêter certains plus spécialement « marqués » ?

Parlant à la radio après l'affaire de livraisons d'armes anglo-américaines à la Tunisie, M. Lacoste nous annonçait « l'heure de la solution française, qui, vous le savez et le constatez tous les jours, est en vue ». L'ennui, c'est que, hormis notre Ministre, personne ne le sait, ni ne l'a constaté ; prétendre, au demeurant, hâter cette heure en éliminant les derniers éléments valables de ce pays est une plaisanterie sinistre ; puisse-t-elle ne pas porter chance à notre apprenti dictateur.

Pourtant, nous connaissons assez les foules, nous savons trop leurs flambées de colère puis leur retour à l'indifférence, pour nous illusionner ; nous ne croyons pas à une mobilisation totale et efficace de l'Opinion contre les fossoyeurs d'Empire, avoués ou hypocrites. Et les arrestations récentes ne nous font pas oublier la part de responsabilité encourue par cette clique des Présidents d'Associations, toujours prêts à temporiser, à biaiser, à calmer l'impatience de leurs troupes, et ne se décidant à l'action que lorsque leurs atermoiements répétés mettaient en danger leur réélection à un quelconque fauteuil de Comité. Au moins, la leçon sera-t-elle comprise de leurs successeurs ? Se rendront-ils compte de la nécessité de mener sans faiblir le combat et d'attaquer en premier lieu les tenants du Système, de les traquer sans cesse, sans répit, sans repos, partout et toujours ? Compendront-ils seulement que la lâcheté ne paie pas et que les « mous » finissent eux aussi par être jetés en prison ?

Il nous faut le redire encore et le répéter autant de fois qu'il sera nécessaire : *rien n'est possible en Algérie avec le régime actuel ; rien de constructif ne pourra être entrepris dans sa modification préalable*. Ne pas comprendre cette évidence obligerait bientôt les Français de ce pays à renoncer à toute Espérance.

Yves JEANNE.

Bernard VORGE

"LA REINE DE CÉSARÉE"
de ROBERT BRASILLACH

« J'ÉCRIVAIS, raconte Robert Brasillach de la petite ville des Vosges où il vécut en 1940 la première halte de la captivité, *j'écrivais sur le beau papier bleu à en-tête du Tribunal cantonal une pièce sur Bérénice que j'avais envie d'écrire depuis la classe de seconde, fondée sur les deux faits historiques que Bérénice était Juive et qu'elle avait quatorze ans de plus que Titus.* »

Dix-sept ans après, cette pièce qu'il avait écrite dans l'intervalle entre deux mondes, dans cette sorte de silence et de rappel à soi qui suivent les catastrophes, pour répondre à un ancien désir de mieux comprendre, en se l'appropriant, un thème comme enfoui sous la culture, cette pièce qui n'avait pu être jouée pendant l'occupation parce qu'elle aurait paru — comme l'on disait alors — trop *philosémite*, cette pièce vient enfin d'être créée au Théâtre des Arts, sous ce nom de « La Reine de Césarée ».

Elle apparaît aussitôt, mieux encore qu'à la lecture, extrêmement importante. Sa seule difficulté est sa richesse même, en même temps qu'elle semble comme protégée par son apparente simplicité : quelques thèmes, mais qui se rejoignent, s'imbriquent, se nouent et haussent peu à peu le spectateur à un plan plus élevé avant même qu'il n'ait eu le temps de découvrir les traits du paysage.

La séparation de Titus et de Bérénice, c'est bien entendu la tragédie de la raison d'Etat, c'est-à-dire du conflit entre le sentiment individuel et un ordre que la collectivité considère comme supérieur. Sur ce point, Brasillach n'innove rien. Et, dans ce monde où les nationalités n'existent point, l'étranger se définit par sa race et sa civilisation. Bérénice n'est pas romaine, Bérénice ap-

partient à un autre monde, elle est Juive, elle est étrangère. Et si l'Empereur ne peut épouser une étrangère, c'est que l'*étranger* inquiète toujours, qu'il semble dangereux parce que son irruption menace un ordre clos qui, par définition, s'est établi sans lui. Cela est le ressort même de cette interdiction nationale ou sociale que l'on voit jouer encore bien souvent aujourd'hui. Bérénice est Juive, elle paraît donc tout à fait inférieure aux yeux du jeune militant Paulin. Brasillach aurait-il mis dans sa bouche des propos terriblement plus hostiles, ce ne serait que sottise de les prendre pour paroles de manifeste. Il reste que, en face de ce ressort éternel, Brasillach est plus ouvert que tous les autres puisque précisément, lui, le discute. Il nous montre Titus penché sur le mystère de ce peuple étrange, cherchant à le percer et murmurant magnifiquement dans sa fascination « *Peut-être, en le combattant, ai-je appris un peu mieux à le connaître.* »

C'est qu'en réalité un second thème se lie étroitement à ce premier : la manière même de comprendre la nécessité politique, de comprendre la rigueur. Et il y a là un problème du temps, un problème de générations qui dépasse de beaucoup celui de la différence d'âge entre Titus et Bérénice, auquel celui-ci ne fait que fournir à l'auteur le prétexte. Bien sûr, Bérénice est une déjà vieille femme qui cherche à reconquérir son jeune amant, bien sûr elle part parce qu'elle a peur que demain il ne la garde que par pitié. Mais il y a à travers toute la pièce une présence du temps, une architecture des âges et des générations, un *tempo* des sexes qui donne à l'ensemble sa merveilleuse palpitation.

La jeune génération place d'abord le thème : lui, Paulin, c'est le jeune milicien, dit la pièce, le jeune militant, dirait-on aujourd'hui, tout à ses cathéchismes, gardien de la doctrine, prompt à dénoncer le mauvais esprit dans les nuances, c'est *la jeunesse abstraite et impatiente*. Phénice, elle, est une jeune fille, elle a donc déjà un sens plus réel des choses, l'intuition d'une plus grande complexité des êtres, une connivence avec le monde qui va naître et le précieux don du rire.

Titus et Bérénice reprennent maintenant le thème dans une autre tonalité. Les années ont passé, les passions se sont assourdies, une certaine obscurité de la vie

est devenue plus précieuse. Titus a découvert avec la paix le sens du mot bonheur, le sentiment aussi de sa fragilité et de l'irréversibilité du temps. Mais il reste inquiet de sa gloire, inquiet seulement, il veut et ne veut pas, il a deviné, il n'a pas compris. C'est Bérénice qui les domine tous, et la pièce. Elle, elle a compris, comme une très vieille femme, les liens de la politique et du bonheur, de la puissance et de l'amour, du temps et de la présence. Elle est plus grande encore que Titus quand, après l'évocation ironique de ses domaines... une longue suite de tentes dans le sable... un marché glapissant autour du charmeur de vipères et du conteur de fables... elle se reprend « *Mais après tout, ce sont mes Etats aussi* ».

Jamais le temps n'a été évoqué avec tant de force par Brasillach, le temps qui passe d'abord, le temps sensible « *l'ombre du passé, des années disparues, la diane au matin dans les camps, la jeunesse furtive, le loisir dans la facilité, et cette heure mystérieuse et douce, qui termine le printemps, où l'on a presque envie de défaillir en respirant sur son propre bras l'odeur du pain chaud et de l'enfance* ». Et aussi, lui donnant toute sa gravité, la rencontre de temps différents, la surdité des générations, les malentendus des âges, des sexes et des races, auquels devrait pourtant s'imposer cette raison d'Etat des impératifs collectifs qui nous apparaît maintenant dans un tout autre éclairage.

Mais il court à travers la pièce un troisième thème, plus secret celui-là, qui unit le problème politique à celui de la fuite du temps : c'est celui de l'attitude même devant la vie. Avec quelle partie de soi se présente-t-on à elle ? Marcel Aymé, avec sa vigueur et sa verdeur de vue habituelles, met dans la bouche d'une personnage d'une de ses nouvelles cette réflexion « *Plus assez méchant pour commander* ». C'est là un aperçu bien profond : une certaine compréhension empêche de vivre à la pointe de soi-même. Paulin, le jeune militant, est loin d'être soi et il le prouve au cours du très bel entretien par lequel il décide Bérénice à se retirer, cependant quelque chose de lui évoque l'admirable phrase de Cocteau « *La bêtise pense* ». Il raisonne, il raisonne indéfiniment, c'est un esprit certitudinaire qui vit dans son cerveau. Rien ne l'a encore atteint. Il est dur, mais il est fragile et il a peur,

il a besoin des morales et par instants, dans un curieux retournement, il est alors très vieux. Titus, lui, qui a appris quelque chose de l'existence, se rattache à son courage, à *ce triste courage d'aller contre sa vie*, sans d'abord exactement comprendre, par seul souci de sa gloire, *cette image de ce que nous serons* et la crainte de n'y pas ressembler. Seule Bérénice va au devant de ses actes avec tout son être, seule elle a uni la raison de ses Etats et son bonheur, puis seule elle a compris qu'elle *voulait* se retirer, laissant pourtant derrière elle sa nièce de quatorze ans...

Entre Paulin qui, dans sa colère et sa rigueur, vit tout entier de cinq centimètres de cerveau et Bérénice à l'ample sensualité, consciente d'elle-même et de sa race, orgueilleuse dans son humilité, assurée au fond de son renoncement, Titus balance et lorsqu'à la fin il se séparera de Bérénice, ce sera pour de toutes autres raisons que celles qui étaient en cause au début de leur rencontre.

Robert Brasillach a écrit quelque part que le pire intellectualisme pour un esprit qui a vécu de livres consistait à faire semblant de nier la littérature. A l'intérieur d'une vieille civilisation de mandarins telle que la civilisation occidentale, toutes les notions, tous les instincts ont été reconstruits au feu de la littérature et sont ainsi parvenus jusqu'à ceux mêmes qui n'ont jamais touché un livre.

Brasillach avait parfaitement conscience de cela et sa manière à lui d'aller au delà de la littérature consistait à lui faire sa place. Et à l'intérieur de cette tentative pour *reprendre*, pour *réhabiter* un vieux thème de culture, la littérature joue son rôle, par la bouche de la jeune génération, comme un personnage qui a sa place dans les tragédies de notre monde, tragédies de l'imagination affolée bien souvent.

Exercice de normalien, ont traduit quelques pauvres esprits devant ces phrases magnifiques : « *Ce que vous appelez la littérature, c'est ce qui vous fait représenter si parfaitement et si réellement, vous, seigneur, l'Occidental, le civilisé un peu inquiet, merveilleusement connaisseur du monde, merveilleusement apte aussi à abandonner le luxe et le loisir pour la vie des camps et la défense de la nation, et vous, madame, l'aventurière des*

autres bords, parfumée, destructrice, porteuse de tous les philtres et de tous les charmes, la fée venue sur les eaux, la danseuse rouge aux têtes coupées et aux musiques de scandales. »

Dans cette tentative passionnée pour dépasser la sensualité à la pointe extrême d'elle-même, Robert Brasillach a repris en symphonie tous les thèmes de son œuvre : le temps qui passe, le bonheur, la jeunesse irréparable, l'été, la plage émerveillée, les jeunes filles, le feu aux joues, le premier amour et la mort réconciliatrice. Mais dans ce retour même des thèmes, il y a une insistance et une quête qui donnent à la pièce un son plus grave. Ils ne forment plus ce mince nuage sucré autour des choses, mais se tendent pour atteindre une autre connaissance et pour évoquer merveilleusement cette nation juive au cou raide, ce peuple de l'invisible.

***

Et puis dehors c'étaient des cris de haine ! Autrefois l'on aurait peut-être été furieux, maintenant l'on ne peut vraiment être que triste. Voilà une pièce que beaucoup, beaucoup de Juifs devraient venir écouter, pour parfois mieux se connaître. Et quelques uns tentent de la faire interdire, de la couvrir avec des cris de haine ! L'on ne peut s'empêcher de penser que certains seraient bien contrariés si l'antisémitisme venait à disparaître, dont ils vivent, sur lequel ils s'appuient pour trouver à leur tour dans la fureur leur seul semblant d'existence. Il y a là quelque chose de bien triste.

La seule question *politique* que l'on pourrait valablement se poser est celle-ci : comment se fait-il que Robert Brasillach qui, en 1940, seul devant son papier, était parvenu à une compréhension si élevée, se soit replongé ensuite dans le flot d'une politique quotidienne aux sollicitations brutales et hasardeuses, parfois loin des nuances ? C'est là une question de plus que nous suggère cette pièce, question sur toute action politique en général et peut-être sur les caractéristiques d'une certaine pensée de droite en particulier. Mais cette pièce ne peut provoquer tant de questions, ne peut résonner d'un son si pur et si profond que parce que c'est l'œuvre sans doute la plus belle et certainement la plus libre et la moins préméditée du prodigieux auteur qui l'écrivit quand il avait trente ans. Bernard VORGE.

CHRONIQUE DU MOIS

L'évolution de l'Alliance atlantique

En mars 1939, comme le rappelle Georges Ollivier dans son livre sur Roosevelt, paraissait à New-York et à Londres, un livre du journaliste américain Clarence Streit, le très rooseveltien correspondant à Genève du **New-York Times**, intitulé « Union now ».

Le journaliste anglais Wickham Steed devait écrire de ce livre, dont l'édition française parut quelques mois plus tard sous le titre « Union ou chaos », qu'il marquait une date dans la pensée politique internationale.

On ne saurait, vraiment, être plus perspicace que ne le fut, en cette circonstance, le célèbre collaborateur du **Times**, on en sera aisément convaincu par une brève analyse des thèses fondamentales du livre.

Clarence Streit proposait en effet dans « Union now » la constitution d'une « Union des Démocraties de l'Atlantique-Nord » groupant les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark et la Norvège, c'est-à-dire les membres actuels de l'O.T.A.N., à l'exception de l'Allemagne, de l'Italie et du Portugal, pays alors en proie à la peste fasciste, plus quelques pays comme la Suisse, la Suède et la Finlande qui sont finalement restés fidèles à la neutralité.

Ces Etats devaient renoncer aux attributs essentiels de leur souveraineté en abandonnant à l'Union le droit de conférer la citoyenneté, de faire la paix et la guerre et de négocier des traités, d'avoir leur propre armée, de réglementer le commerce international et d'émettre leur propre monnaie. En outre, ceux de ces Etats qui possédaient un Empire colonial devaient y renoncer pour le placer sous le mandat direct de l'Union.

Le pouvoir de légiférer au sein de celle-ci devait être confié à une chambre législative de 277 députés dont 124 seraient américains, 76 britanniques et 42 français, le résultat, évidemment recherché par l'auteur et les inspirateurs de ce mirifique projet, étant de faire de l'Union l'instrument docile de la politique mondiale des Etats-Unis.

Tentative rooseveltienne de réalisation du rêve wilsonien d'un monde « sûr pour la Démocratie » grâce à l'hégémonie américaine, « l'Union des Démocraties de l'Atlantique-Nord » de Clarence Streit préfigurait de manière frappante l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord, dont la filiation roosevel-

tienne et les buts impérialistes hypocritement dissimulés sous le masque de l'anti-communisme et de la défense du « monde libre » apparaissent ainsi avec netteté.

Wickham Steed ne s'était donc pas trompé en saluant l'importance historique du livre de Clarence Streit.

Sans doute l'Alliance atlantique, dans son état actuel, n'est-elle encore qu'une coalition militaire classique dont les membres, sont, apparemment, sur un pied d'égalité puisque les décisions doivent y être prises à l'unanimité. Mais, d'une part cette égalité n'est qu'apparente en raison de l'énorme disproportion des forces mises à la disposition de l'alliance par ses différents membres, d'autre part une évolution se dessine depuis plusieurs mois qui, croyons-nous, se précisera dans un avenir vraisemblablement proche.

Cette évolution, dont les projets rooseveltiens de Clarence Streit, et c'est pourquoi nous avons jugé utile d'en résumer les caractéristiques essentielles, nous indiquent le sens, tend à transformer progressivement l'alliance atlantique en une communauté militairement et politiquement intégrée, comme devait l'être « l'Union des Démocraties de l'Atlantique-Nord ». Les nations d'Europe occidentale y aliéneront au profit des Etats-Unis les derniers restes de leur souveraineté et de leur indépendance, et seront contraintes, sous la pression de l'anti-colonialisme yankee, et au nom de la défense occidentale, d'abandonner leurs possessions d'Outre-Mer à l'expansionnisme économique dévorant des Etats-Unis.

De cette évolution interne de l'Alliance Atlantique nous paraissent très caractéristiques, d'une part le plan anglo-américain de réorganisation militaire de l'O.T.A.N., d'autre part la politique africaine des Etats-Unis illustrée par les récentes livraisons d'armes à la Tunisie.

Nous avons vu que les Etats membres de « l'Union des Démocraties de l'Atlantique-Nord » de Clarence Streit, devaient renoncer à avoir leur propre armée ; c'est bien ce que prévoit le plan anglo-américain de réorganisation de l'O.T.A.N. dans lequel le système des contributions nationales, conforme au respect de la souveraineté de chaque membre, doit être remplacé par la création d'une armée intégrée.

On pourrait croire, au premier abord que ce projet n'est que la transposition à l'échelle atlantique du projet d'armée européenne. Il en est, en réalité, très différent, car alors que la C.E.D. impliquait une contribution proportionnelle aux ressources, mais générale, de chaque pays à la constitution des forces terrestres, aériennes et navales de l'armée européenne, le plan anglo-américain de communauté atlantique de défense prévoit que chaque pays devrait fournir des contingents particuliers dans les domaines où il est techniquement qualifié pour le faire et qui correspondent à ses ressources, sauf toutefois, mais peut-être n'est-ce que provisoire, dans le domaine des forces terres-

tres où les participants continueraient à fournir des contingents proportionnels à leurs ressources.

Dans les autres domaines en revanche, en particulier dans le domaine capital des armements nucléaires, le plan établit une discrimination, qu'il est évidemment facile de justifier actuellement par des raisons techniques et au nom de l'efficacité, entre les membres européens de l'Alliance et les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

Ceux-ci en effet se réserveraient l'exclusivité de la fabrication et la quasi exclusivité de l'utilisation des bombes stratégiques et tactiques et des engins balistiques et téléguidés nucléaires, qui seraient mis sous certaines conditions à la disposition de l'O.T.A.N. et dont des stocks seraient constitué sur le continent sous garde américaine et britannique.

En d'autres termes, le plan anglo-américain aboutirait à interdire pratiquement la fabrication et l'emploi des armes nucléaires stratégiques et tactiques aux pays d'Europe occidentale qui seraient en revanche invités à mettre à la disposition de l'O.T.A.N. les bases nécessaires à leur stockage et à leur lancement.

On voit donc que si les Anglo-Saxons le faisaient prévaloir, et il n'existe aucune raison sérieuse de penser qu'ils n'y parviendront pas, lors de la prochaine réunion du conseil de l'O.T.A.N. ce plan aboutirait à une vassalisation totale des nations d'Europe occidentale qui, en abdiquant toute responsabilité dans leur défense, dont la charge serait presqu'entièrement assumée par le directoire anglo-saxon, perdareint pour longtemps la possibilité de sortir de leur condition de nations « protégées ».

A la fois désarmées et exposées aux plus terribles dangers par la présence sur leur sol d'armes dont le contrôle et l'utilisation leur échapperaient, réduites au rôle de bouclier, nos vieilles nations d'Europe perdraient, comme le souhaitait Clarence Streit, le droit, sans lequel il n'est pas de souveraineté nationale véritable, de décider de la guerre et de la paix en fonction de leurs seuls intérêts. Si cette intégration militaire devait être suivie d'une intégration politique, comme le veulent ceux qui, à l'imitation de Clarence Streit, demandent la création d'un Parlement atlantique, alors ce serait la politique d'Union européenne elle-même, qui serait non seulement sans doute irrémédiablement compromise mais perdrait surtout sa raison d'être qui est de permettre à nos nations de recouvrer ensemble leur indépendance à l'égard des Etats-Unis au sein d'une Fédération dont le rôle naturel serait de constituer cette troisième force entre l'Amérique et l'U.R.S.S., condition indispensable de la paix et de l'équilibre mondial.

L'anti-colonialisme virulent qui inspirait le projet rooseveltien d'« Union des Démocraties de l'Atlantique-Nord », dans lequel les colonies anglaises, françaises, belges et hollandaises devaient passer sous le mandat direct de l'Union, c'est-à-dire sous celui des Etats-Unis, nous le retrouvons officiellement dissimulé sous

le masque de l'anti-communisme et de la défense du « monde libre » dans l'Alliance atlantique:

C'est en leur nom que la politique arabe et africaine de Washington prépare méthodiquement depuis des années, en jouant avec habileté et discrétion des difficultés que leur créent la flambée savamment entretenue des nationalismes maghrébins et l'éveil politique et moral des peuples noirs, l'éviction et la relève des puissances coloniales européennes.

L'intérêt croissant que les Etats-Unis, dont les visées impérialistes s'étaient jusqu'au lendemain de la deuxième guerree mondiale exclusivement tournées vers l'Amérique du Sud, le Pacifique et l'Asie extrême orientale, manifestent pour l'Afrique sur les plans politique et économique est attestée par le voyage que le Vice Président Nixon a aeffectué cette année, voyage dont les objectifs et l'importance ont été généralement mal aperçus sous la bénéalité des réceptions et des déclarations officielles et par la déclaration au Département d'Etat, d'une section d'Afrique qui déploie depuis quelques mois une très grande activité.

Les livraisons américaines d'armes à la Tunisie ne constituent qu'un épisode, certes symbolique, mais secondaire de cette politique dont le premier objectif, l'Afrique noire viendra après, est de transférer aux Etats-Unis les responsabilités que la France assume si mal en Afrique du Nord. Ce qui mérite de retenir l'attention et ce qui est significatif, ce n'est pas qu'un millier de fusils ait été livré à la Tunisie, sous des prétextes plus fallacieux et hypocrites les uns que les autres, c'est le contexte dans lequel s'inscrit cette livraison : le voyage de Bourguiba à Rabat, l'offre des bons offices tuniso-marocaine et le voyage de Mohammed V aux Etats-Unis. Toutj contre qu'une action, concertée à Washington, est maintenant entreprise pour nous amener à céder en Algérie en douceur ou sinon par la force, par exemple par une offensive simultanée d'irréguliers tunisiens et marocains qui provoquerait une « médiation » américaine.

Les honnêtes gens, la droite du régime et les naïfs militants nationalistes s'indignent en France de ce qu'ils considèrent comme une rupture de la solidarité occidentale, comme une violation de l'Alliance Atlantique. Leur indignation, leur colère seraient compréhensibles et nous la partagerions volontiers si l'Alliance Atlantique était une alliance de type traditionnel, une coalition comme notre histoire en a tant connu, si son unique objet était véritablement de parer aux entreprises agressives de l'Union Soviétique, mais il est trop évident que, fruit amer de la déchéance de l'Europe, elle n'est que l'instrument avec lequel Washington aménage son Empire sur les ruines de nos nations.

Jacques POILLOT.

La rupture des relations germano-yougoslaves

Il ne nous semble pas que l'on ait, en général, accordé à la rupture des relations germano-yougoslaves l'attention qu'elle mérite. Il s'agit pourtant de l'événement sans doute le plus important qui se soit produit ces derniers mois, concernant le problème de la réunification allemande et de la position de l'Allemagne entre l'Est et l'Ouest.

On se rappelle que cette rupture a été provoquée, il y a un peu plus d'un mois, par la décision du gouvernement yougoslave d'établir des relations diplomatiques avec la République démocratique allemande, décision qui faisait suite à une déclaration faite par Tito, au cours de ses entretiens avec Gomulka, dans laquelle la Yougoslavie reconnaissait la ligne OderNeiss comme la frontière orientale définitive de l'Allemagne.

L'initiative yougoslave a, généralement, été considérée avec raison comme une nouvelle manifestation de l'alignement, perceptible depuis quelques mois déjà, de la politique étrangère yougoslave sur celle de l'Union Soviétique et du progressif abandon par Tito de sa position neutraliste.

Aucun pays en dehors de ceux du bloc communiste ne s'est, en effet prononcé sur la question de la frontière germano-polonaise dont le règlement actuel a toujours été considéré comme provisoire, et n'a reconnu le gouvernement de l'Allemagne orientale.

Mais nous croyons, quant à nous, que la décision de Tito traduit plus qu'un simple alignement et qu'elle montre que, comme avant la répture de 1948, le gouvernement de Belgrade est redevenu un instrument du jeu diplomatique européen de Moscou.

La reconnaissance par la Yougoslavie de la République démocratique allemande n'est pas autre chose en effet qu'une manœuvre exécutée par Tito pour le compte de l'U.R.S.S., manœuvre destinée à mettre l'Allemagne occidentale dans une situation embarrassante en éprouvant sa fidélité à l'Alliance atlantique.

La Yougoslavie était d'autant mieux placée pour exécuter cette manœuvre qu'elle entretenait depuis quelques années des rapports étroits et cordiaux avec le gouvernement de Bonn et que celui-ci avait confié sa représentation diplomatique à Belgrade à M. Pfleiderer. Membre influent du parti libéral, M. Pfleiderer était en effet connu en Allemagne pour son opposition à la politique atlantique ou tout au moins à une association trop étroite et exclusive de l'Allemagne au bloc occidental et

pour son souci de voir son pays rechercher le contact avec les pays d'Europe orientale et adopter une attitude plus souple à l'égard du problème de la réunification.

C'est malgré ou peut-être, paradoxalement, à cause de ses positions heterodoxes que M. Pfleiderer, qui d'ailleurs devait décéder à Belgrade quelques jours avant la rupture de son gouvernement avec Tito, avait été nommé ambassadeur en Yougoslavie.

Quel était le but de la manœuvre soviéto-yougoslave ? Nous l'avons dit, il était d'ébranler la solidarité de l'Allemagne occidentale avec ses alliés atlantiques.

Si, en effet, le gouvernement de Bonn acceptait sans réagir la reconnaissance de la République démocratique allemande par Tito, ce dernier, dont le gouvernement aurait alors été avec le gouvernement soviétique le seul à entretenir des relations diplomatiques avec les gouvernements des deux Allemagnes, pouvait intervenir de manière active pour le compte de Moscou dans le problème de la réunification allemande en proposant ses bons offices pour l'établissement de contacts entre Bonn et Pankow. Quant au gouvernement de Bonn, son attitude passive risquait de faire naître chez ses alliés occidentaux des inquiétudes sur sa fidélité à l'Alliance atlantique dans la mesure où elle pouvait leur faire croire qu'en se prêtant au jeu yougoslave il était prêt à rechercher, au prix d'un glissement progressif vers la neutralité, les moyens de restaurer l'unité allemande.

Mais dira-t-on la manœuvre yougoslave a échoué puisque le gouvernement d'Allemagne occidentale fidèle à sa prétention maintes fois réafflrmée d'être le seul porte-parole légitime du peuple allemand tout entier et à son intention constamment rappelée de rompre avec les gouvernements qui reconnaîtraient le gouvernement de Pankow, a réagi brutalement et rapidement en rompant avec Belgrade.

Cette affirmation nous paraît un peu hâtive car la rupture avec la Yougoslavie n'a été décidée à Bonn qu'après plusieurs jours d'hésitations dans les milieux gouvernementaux, et l'on sait que le Chancelier Adenauer, qui était loin d'avoir adopté d'emblée l'attitude catégorique de son ministre des Affaires étrangères M. Von Brentano, a pris sa décision sans enthousiasme. Encore cette décision a-t-elle été prise plus par volonté d'affirmer une fois de plus la fidélité de son gouvernement au principe selon lequel l'Allemagne occidentale n'entend résoudre le problème de la réunification qu'en accord avec ses alliés, que par souci de ne pas perdre la face.

Il faut noter en outre que la rupture avec Belgrade n'a pas été sans soulever de sérieuses réserves dans la presse libérale qui reflète généralement l'opinion des milieux d'affaires. Il y a eu à cet égard des éditoriaux très significatifs de la **Frankfurter Allgemeine Zetiung** et de la **Sueddeutsche Zeitung** exprimant, le premier, le désir que cette rupture ne bloque pas toute acti-

vité diplomatique allemande sur la question de la réunification et le second l'inquiétude que Moscou n'en soit le principal bénéficiaire et que, pour sauver la face, on ait tranché des liens d'une extrême importance politique et économique.

Il convient en effet de souligner que l'Allemagne est en train, depuis quelques années, de reconquérir les positions économiques prédominantes qu'elle occupait avant la guerre en Europe sud-orientale. En Grèce c'est même chose faite. En Yougoslavie le régime communiste s'est évidemment opposé aux investissements privés de capitaux germaniques mais l'Allemagne a déjà repris sa place de premier fournisseur du pays.

La rupture germano-yougoslave risque de remettre en cause cette situation bien que ce ne soit pas, prétend-on dans les milieux économiques officiels de Bonn, l'intérêt de la Yougoslavie, qui affirment-ils, a été jusqu'à maintenant la principale bénéficiaire des relations économiques germano-yougoslaves qui se traduisaient en fait par une aide substantielle, certains disent par un cadeau de Bonn à Tito.

Mais le véritable danger qui résulte pour l'économie allemande de la rupture avec Belgrade et qui légitime l'inquiétude des milieux d'affaires ne réside pas dans le fait qu'elle risque de rendre plus précaires ses positions en Yougoslavie ; il réside dans le fait que cette rupture constitue un précédent qui obligera l'Allemagne occidentale à rompre ses relations diplomatiques avec tout pays qui imitera l'exemple yougoslave.

Si les pays neutralistes d'Asie comme l'Inde ou du Moyen-Orient comme l'Egypte sur lesquels l'Union Soviétique exerce une influence grandissante décidaient à leur tour, à l'instigation de Moscou, de reconnaître la D.D.R., l'industrie lourde et l'industrie chimique allemandes risqueraient de voir se fermer des marchés d'une importance considérable pour elles ce qui ne manquerait pas d'avoir de graves répercussions économiques et par contre-coup politiques en Allemagne occidentale.

C'est alors que pourrait apparaître brutalement aux yeux de l'opinion allemande une opposition entre la solidarité occidentale et la prospérité économique du pays qui porterait certainement un coup sérieux à l'Alliance atlantique.

C'est pourquoi nous pensons que la manœuvre soviéto-yougoslave peut s'avérer payante dans un avenir qui pourrait n'être pas tellement éloigné.

Les notes du mois de l'huissier sans chaîne

Sur la dernière carte d'U.R.S.S. éditée en français par les Soviets, on remarque que la République populaire de Mongolie est indiquée entièrement en dehors de la frontière soviétique, en Chine, à l'est du Lac Baïkal, on relève une R.S.S.A. de Bouriato-Mongolie. Sans bruit et assez adroitement, Moscou a su faire des concessions territoriales à Mao-Tsé-Tung, tout en sauvant la face par la création de cette Bouriato-Mongolie. Autre remarque : aux confins sibéro-chinois, un petit territoire, niché dans un coude de l'Amour appelé Birobidjan que la légende de la carte indique « R.A. (république autonome) des Juifs ». Concurrence à Israël ? Ou succursale ? Ou dépôt ?

⁂

Cette carte mériterait d'ailleurs d'amples commentaires, car elle préfigure l'avenir. Toutes les frontières névralgiques sont bordées de républiques (soviétiques) nettement délimitées. Ainsi, en cas de complications (éventuelles) avec des voisins, une de ces républiques pourrait se détacher de l'Union sans que le cas devienne « national ». Tout cela est assez fortement « pensé ».

⁂

Vous n'avez pas lu dans votre journal... Lors des jeux de la jeunesse à Moscou, la délégation israélienne fut littéralement investie par les Juifs russes s'enquérant des moyens et des modalités pour émigrer vers Israël. Furieux de ce racisme renaissant, les dirigeants soviétiques obligèrent les Israéliens à rembarquer dès la fin des Jeux alors que les autres délégations étaient invitées à parcourir l'U.R.S.S. Cette affaire ne serait pas sans suites...

⁂

Spoutnik oblige... Lors des fêtes pour le 40e anniversaire de la Révolution russe, les auditeurs de la R.T.F. ont entendu M. Krouchtchev parler en russe, au milieu des informations. Ils n'ont jamais entendu Salazar ou Franco.

⁂

Madagascar fera à nouveau parler d'elle. Les éléments évolués réclamant l'indépendance deviennent véhéments. Pourtant, la France avait don-

né les principaux postes de commande aux autochtones... Des émigrés (chinois et indous), influents financièrement et commercialement, ne verraient pas sans déplaisir l'arbitrage français entrer dans les souvenirs historiques. Le rôle de M. Duveau, ancien secrétaire d'Etat, n'apparaît pas très clair dans l'affaire malgache.

***

Le président du conseil libyen, M. Abdel Madjid Kouhar, a déclaré : « La Libye déploie des efforts afin de venir en aide aux Algériens et de les appuyer dans leur lutte nationale authentique ». Pour remercier la Libye, la C.R.E.P.S. envisage d'évacuer le pétrole du Sahara oriental, Edjelé, vers le port libyen de Zouarah, à travers la Libye... Le pétrole franco-anglais sera en sécurité !

***

Un ancien ministre modéré disait au moment du vote de l'investiture de M. Gaillard : « De quelque côté que l'on se tourne en France, on ne voit que des ruines » ! Un député communiste entendant cette reflexion lança : « Il n'y a plus que le P.C. pour la sauver ! » En aparté, le député modéré dit à ses amis : « Le moins drôle c'est qu'il a peut-être raison ! » Sans commentaire !

***

Un diplomate japonais souriait un peu sarcastiquement lorsqu'on évoquait devant lui les offres de conférences de Krouchtchev après le spoutnik. Il prit la parole pour rappeler quelques dates bien oubliées.

13 avril 1941 : signature d'un pacte de neutralité soviéto-japonais valable 5 ans. Le Japon déclare la guerre aux Etats-Unis mais non aux autres alliés. Tokio refuse d'attaquer l'U.R.S.S. à l'Ouest malgré les sollicitations persistantes de Hitler ; il respecte son pacte de neutralité que viole Moscou le 8 août 1945 en attaquant le Japon.

La valeur des traités avec l'U.R.S.S. est devenue une plaisanterie pour le Japonais. Il paraît qu'il existait un accord secret soviéto-nippon pour empêcher les Américains de prendre pied sur le continent asiatique...

Oui, mais le Japon ayant déclaré la guerre aux U.S.A., Hitler le crut obligé (dans l'espoir que le Japon créerait un second front en Russie) de déclarer la guerre à Washington jusqu'alors hors du conflit. Un marché de dupes ou une mauvaise spéculation sur les intentions ? Un coin de l'histoire encore mal éclairé.

***

Ceux qui n'ont pas besoin de l'office des changes. « Sud-Ouest Dimanche » écrit que la plupart des fonds collectés par le F.L.N. en France, passent par la Suisse. Environ 600 millions par an. Il ajoute :

« ...les agents du F.L.N. ont des passeports français. La majorité d'entre eux ne séjournent en Suisse qu'un minimum de temps : celui de régler leurs affaires. Ils préfèrent résider hors des frontières helvétiques. A Annemasse, par exemple, qui, comme chacun sait, est en France. »

***

M. Félix Gaillard est chef du gouvernement. L'ancien collaborateur de René Mayer serait « un des plus fringants poulains de la firme Rothschild

frères », si nous en croyons divers confrères financiers. On a beaucoup insisté sur le « plus jeune » chef de gouvernement de la République. D'accord. Etant donné l'état des finances françaises, l'aurait-on choisi si l'on n'avait pas connu ses puissants appuis dans les milieux bancaires maîtres du... crédit et des changes ? Est-ce vraiment un indice d'indépendance démocratique ?

***

Les Rothschild c'est principalement « Sheel-Royal Dutch » donc le pétrole. Jusqu'à présent, la « Shell » était la SEULE société étrangère installée au Sahara, majoritaire à la C.P.A. (65 %), minoritaire à la C.R.E.P.S. (35°%). Dans les très nombreuses sociétés pétrolières créées ces mois derniers pour l'Afrique, on relève (directement ou indirectement) les firmes Rothschild, Worms et Lazard. La « Banque de Paris et des Pays-Bas » (ex-Finaly) n'est pas absente des combinaisons. Aux dernières nouvelles, le gouvernement français ne s'oppose plus à des sociétés au Sahara à majorité étrangères : les conditions d'exploitation sont exceptionnellement avantageuses. La première société américaine installée officiellement au Sahara est la Sinclair Oil Cy.

***

Après le brusque tassement en Bourse des valeurs pétrolières, on parle du « réveil de l'or » comme valeur de refuge. Une fois de plus, les gogos se sont-ils laissés prendre au mirage des affaires financières du pétrole ? Déjà, s'amorce une sérieuse crise sur le frêt maritime pétrolier. Les uns désarment les tankers, les autres ne font voyager que leurs navires en passant par le Cap pour éviter Suez.

***

« Lectures Françaises » publient que le leader de l'alliance franco-israélienne. M. Jacques Soustelle, ayant proposé une alliance offensive et défensive franco-israélienne au président Ben Gourion, ce dernier refusa tout appui à la France dans l'affaire algérienne .Autrement dit, alors que M. Ben Gourion refusait d'exposer ses corelegionnaires à l'hostilité des Musulmans maghrébins, la France organisait l'expédition de Suez pour sauver Israël de l'offensive préparée par les Musulmans d'Egypte !

***

Le scandaleux procès du « Stalinon » (près de cent morts et des invalides à vie) a révélé le manque de moralité qui atteint presque tous les aspects de la vie nationale. Il est peut-être également significatif du désordre intérieur. Quelle réclame indirecte pour les guérisseurs et leurs médications naturelles par les plantes !!

***

Dans les régions viticoles atteintes pour la seconde fois de sous-production dûe aux intempéries, on constate une brusque baisse d'achats chez les commerçants, de 50 % environ. Mais le vin coûte cher ! Les différences profitent surtout aux négociants qui ont stocké. « D. O. » a publié et confirmé que la prime à l'arrachage des vignes était un « scandale national », une politique de la petite semaine. L'époque présente le démontre, car l'on manque même de cet alcool étylique qui encombrait tellement les

réservoirs que l'Etat le brada à 12 fr. le litre à l'étranger ! Jadis, l'agriculture était la richesse permanente de la France, mais les « planistes » sont intervenus...

***

Le Prince Moulay Hassan déploie une activité décidément débordante et qui témoigne, il faut l'avouer, de l'étonnante multiplicité de ses dons en même temps que de la conception assez particulière qu'à la dynastie marocaine du rôle de Prince héritier. **« Entreprise »** a en effet récemment annoncé que le Prince venait d'être nommé administrateur de la Société de Prospections minières et de Recherches pétrolières « Promirep ». Seuls jusqu'à maintenant les princes découronnés faisaient publiquement des affaires. On voit que le « Jeune Maroc » est résolument moderne et bouscule les préjugés dont s'embarrassent encore nos vieilles dynasties chrétiennes qui prétendaient que l'Islam et le monde musulman étaient figés dans leurs traditions ?

***

A tous nos intellectuels de gauche anticolonialistes qui, lors de l'insurrection hongroise, ont soutenu que la France était moralement disqualifiée par la guerre qu'elle fait au peuple algérien, pour s'élever contre les violences de la répression soviétique, le poète hongrois Karoly Jobbagy avait répondu d'avance dans un poème écrit en août 1956 dont nous détachons ces trois vers :

« Ne me dis pas qu'en Afrique c'est pire
J'habite l'Europe et ma peau est blanche
Qui me prendra dans ses bras pour me prouver que je suis un être
- humain ? »

***

Dans l'étude très documentée qu'elle a récemment publiée sur l'Afrique noire après le congrès de Bamako, la revue ESOPE souligne les progrès inquiétants, sur lesquels les milieux officiels et la presse métropolitaine font le silence le plus complet, accomplis par le communisme sur le plan politique et syndical. Le congrès du R.D.A. à Bamako s'est en effet terminé par la victoire de la fraction communiste animée par Gabriel d'Arboussier et les leaders syndicalistes Abdoulaye Diallo et vice-président de la F.S.O.I. et Sekou Toure qui fut longtemps le militant le plus en vue de la C.G.T. communiste en Guinée. Le modéré Houphouet Boigny, plus influent dans les couloirs de l'Assemblée nationale et dans les antichambres ministérielles qu'en Afrique, est désormais minoritaire . Le Gouvernement du Soudan est communiste et fait régner une véritable dictature dont ne s'inquiète apparemment pas le gouverneur qui laisse les communistes du R.D.A. s'emparer de l'office du Niger où les milliards engloutis par la France servent à alimenter leur propagande.

Il en est de même en Guinée où Sekou Toure règne appuyé sur sa police et ses indicateurs.

Sur le plan syndical les communistes ont le contrôle de l'U.G.T.A.N. qui a succédé à l'éphémère C.G.T.A.

ESOPE conclut que, dans ces conditions, la loi-cadre Defferre à cause de la démagogie effrénée à laquelle elle a donné naissance va aboutir à des conséquences désastreuses pour les Africains qu'elle va de nouveau conduire à la servitude.

***

LE MONDE est, on le sait, avec L'EXPRESS, FRANCE OBSERVATEUR et TEMOIGNAGE CHRETIEN à la tête de la campagne de diffamation de l'armée française et de démoralisation de l'opinion publique. Après l'EXPRESS et TEMOIGNAGE CHRETIEN, il a publié à son tour le « témoignage » d'un officier rappelé qui s'est caché avec une prudente lâcheté derrière le pseudonyme de Serge Adour. Seul Pierre Boutang qui, depuis deux ans, dans LA NATION FRANÇAISE, poursuit un remarquable effort, que nous suivons ici avec la plus attentive sympathie, de renouvellement des doctrines et des positions du nationalisme français, a répondu, avec la pertinence et la rigueur qu'il fallait, à ce Serge Adour, dont l'objectivité (très superficielle) et la modestie contrastant avec le récit très « cinéma » de Servan-Schreiber ont pu abuser, malgré l'extrême confusion intellectuelle dont témoignent ses articles.

CHRONIQUE EUROPÉENNE

La capitale... et l'essentiel

CONTRAIREMENT à ce que pensent les sceptiques, l'Europe se bâtit. Les deux traités européens du 25 mars (Euratom et Marché commun), déjà ratifiés par la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique et le Luxembourg vont l'être très bientôt par les Pays-Bas. Ce sera peut-être fait quand ces lignes paraîtront.

Une parenthèse : on peut s'étonner que les Néerlandais, si chauds pour l'Europe au temps de la C. E. D., se fassent plus ou moins tirer l'oreille pour avaliser, sinon l'Euratom, tout au moins le Marché commun (1). C'est, d'une part, que les sacrifices consentis par les Pays-Bas pour l'entrée dans la Communauté économique des Six sont proportionnellement assez élevés ; en particulier, le tarif douanier commun, applicable par les Six pour les importations, risque d'être en moyenne supérieur à celui qui est pratiqué actuellement à La Haye ; et c'est, d'autre part, que les Pays-Bas sont, de tous les signataires, le pays qui commerce le plus avec la Grande-Bretagne. On imagine les pressions de tout ordre qui s'exercent sur les hommes politiques néerlandais, qu'elles proviennent des milieux économiques et syndicalistes... ou de Londres — Londres qui n'intensifie pas par hasard sa propagande en faveur d'une zone de libre-échange (2).

Ceci dit, la courageuse et sympathique Hollande va faire la preuve de son esprit européen en ratifiant les traités. Elle s'apercevra d'ailleurs très bientôt (surtout avec les (trop) nombreuses clauses de garantie) que le Marché commun ne conduira pas plus à une catastrophe économique que cette C. E. C. A.

---

(1) On sait que, signés ensemble, les deux traités sont présentés simultanément à la ratification des parlements nationaux.

(2) Voir notre chronique du mois dernier : « Pièges de la zone de libre-échange », et la très nette prise de position contre cette machine de guerre destinée à faire échouer le marché commun, du patronat français, des milieux F.O. et C.F.T.C., ainsi que les réserves très clairement manifestées par M. Maurice Faure.

dont nos routiniers d'ici dénonçaient à l'avance les épouvantables dégâts. Les mêmes aujourd'hui souhaitent tous les premiers que la Communauté charbon-acier poursuive son effort et se charpente de plus en plus...

***

Ainsi, les deux nouvelles Communautés des Six vont très bientôt voir le jour — en principe au début de 1958. Il suit non seulement des problèmes de mise en place, d'organisation et de conjoncture, mais des questions fort prosaïques et délicates de nomination d'hommes et de choix de lieux. Il va falloir répartir les présidences des trois communautés — celle de la C.E.C.A. étant vacante depuis la démission de M. René Mayer — ou plus exectement de leurs « exécutifs » : Haute Autorité pour la C.E.C.A., Commissions européennes (moins « supra-nationales ») pour les Communautés économique et atomique. Tout ceci, en liaison politique avec les présidences de l'Assemblée de Strasbourg, de l'Assemblée commune de la C.E.C.A., etc., suscite des difficultés d'hommes et des difficultés nationales. L'Europe est encore fort loin — et c'est heureux — de se présenter comme une entité homogène, ce qui mesure la légèreté des hommes qui croient possible dès maintenant d'élire une « Constituante européenne ». Le choix des hommes, même s'ils perdent fonctionnellement leur qualification nationale dès qu'ils sont nommés, a des conséquences psychologiques non négligeables ; il faut éviter à l'échelle européenne un trust des principaux postes soit par un pays ou groupe de pays, soit par un parti. D'où des tractations dont on peut et doit sourire lorsqu'on en voit le petit côté (l'ambition, les manœuvres, l'aspect « marchand de tapis ») mais dont l'enjeu est finalement un équilibre et une confiance réciproque qui conditionnent la bonne marche des futures institutions.

Quant aux questions de lieu, elles aussi soulèvent l'ironie, parfois à plus juste titre. Actuellement, Strasbourg est la « capitale » du Conseil de l'Europe, Luxembourg celle de la C.E.C.A., Paris celle de l'O.E.C.E. et de l'U.E.O. (Union de l'Europe occidentale, ersatz à 7 de la C.E.D. mort-née à 6), Bruxelles la couveuse des deux traités et de l'hypothétique zone de libre échange.

Inutile de dire que les heurts quant aux dosages se retrouvent ici, avec toutes les susceptibilités et les espérances nationales qu'on imagine. Tant qu'on s'en tient à une pluralité de « capitales », ce n'est pas dramatique : chacun veut avoir un

morceau de l'Europe ; aussi bien, pour les nouvelles communautés, nous avons — outre les quatre villes précitées — les candidatures plus ou moins sérieuses de Liège, de Turin, etc (1). L'imbroglio se complique lorsqu'on évoque la possibilité ou la nécessité d'une capitale unique... les uns veulent éliminer par principe toute capitale nationale ; les autres tiennent à fond pour Strasbourg comme symbole de la réconciliation franco-allemande (ce sont surtout les Allemands qui n'ont — et ne peuvent le faire actuellement — pas proposé de ville d'outre-Rhin) ; d'autres encore suggèrent la création d'une ville artificielle, du type de Canberra, dans un district « fédéral » internationalisé.

Au vrai, le choix est non seulement influencé par les considérations politiques mentionnées, mais aussi par les possibilités « techniques » : locaux spacieux, ou possibilité d'en construire, terrains disponibles, liaisons ferroviaires, aériennes, routières faciles, etc ; et surtout, ce que chacun tait pudiquement, par des préoccupations mineures et capitales : le confort, les distractions... Strasbourg perd pour ces raisons la plupart de ses chances — et il faut le regretter, mais les hommes sont les hommes. Les délégués et fonctionnaires européens se soucient peu de « s'enfouir » de longues journées à Liège, Turin ou Luxembourg. Bruxelles leur agrée plus. Quant à Paris, si les intéressés et leur famille votaient au scrutin secret, il recueillerait la quasi-unanimité... Dans quelle autre ville trouve-t-on de telles jouissances intellectuelles et gastronomiques, le dernier bateau et les Folies-Bergère ?

Un député de l'Oise... vient de proposer l'établissement dans l'Oise d'une capitale européenne toute neuve. Ce n'est pas Paris, mais c'est tout près, et les questions d'espace ne se posent pas. En définitive, c'est peut-être la solution qui prévaudra.

⁂

Ne jouons pas les prophètes. Et surtout, ne nous passionnons pas pour ce qui n'est en fin de compte que des détails et ne touche que quelques rares « Européens de métier ». Deux remarques s'imposent pourtant.

La première tient aux principes. L'Europe à construire doit être le contraire d'un système centralisé. Croit-on qu'il soit

(1) Quant à la candidature de Vienne comme siège du Conseil de l'Europe, elle est symbolique de l'attachement à l'Europe d'une Autriche qui n'est pas politiquement neutre, mais son caractère géographiquement excentrique l'empêche d'être prise en considération.

opportun de concentrer toutes les institutions européennes dans la même ville ? Ne vaut-il pas mieux *spécialiser* des capitales européennes. Dispersion ? Au siècle de l'avion et du téléphone, l'objection ne tient pas. En revanche, les fonctionnaires de l'Europe garderont plus le contact avec les réalités que s'ils s'enferment dans une « Cosmopolis » fabriquée de toutes pièces. Quant aux hommes politiques et aux peuples, ils participent même à la diversité essentielle de l'Europe. Et tant pis pour le Concert Mayol...

Seconde remarque : avant de penser à une capitale européenne, il convient de songer à l'Europe même. Ces spéculations sont symboliques d'un temps où le verbalisme l'emporte sur la réalité. Ce qui compte, c'est de faire démarrer le Marché commun (et, pour la France, de se préparer *sérieusement* à y entrer), puis de passer, avec prudence, à l'étape suivante et décisive : celle de l'Autorité politique.

S'inquiéter du lieu où celle-ci siégera avant de savoir si elle existera relève de la physique amusante. A moins que, plus grotesques que les scientistes des années 80, pour qui la fonction créait l'organe, nous décrétions que l'être est engendré par le néant. M. Sartre, lui-même, ne s'y est pas risqué !

Pierre SAUCHET.

Informations européennes

Conseil de l'Europe.

● *L'Assemblée de Strasbourg* a adopté une recommandation au Comité des ministres suggérant la concentration en une même ville des institutions européennes : les 6 de la C.E.C.A. et du Marché commun, les 7 de l'U.E.O., les 15 du Conseil de l'Europe et les 17 de l'O.E.C.E.

● La même Assemblée consultative a recommandé la réunion périodique des chefs des gouvernements des Etats-membres et de fréquentes réunions des ministres des Affaires étrangères.

● Quant au *bureau* de l'Assemblée, il va présenter à celle-ci, lors de la session de janvier 1958, des suggestions sur la révision du traité de 1949 qui a créé le Conseil de l'Europe.

● Il se pourrait que l'O.E.C.E. et le Conseil de l'Europe fusionnent. On sait qu'à deux exceptions près, ils comptent les mêmes membres.

● L'Etat d'*Israël* songe sérieusement à demander son admission à Strasbourg. Il affirmerait ainsi sa vocation européenne au Proche-Orient. Mais que vont dire les Arabes ? C'est au Conseil de l,'Europe à décider, car il s'agit d'un « club » qui se recrute par cooptation. Les Français sont « pour » ; en revanche, les Allemands et les Britanniques, hostiles à notre politique algérienne, sont très réservés.

● Après son président, la Haute Autorité vient de perdre son vice-président : *M. Franz Etzel*, nommé ministre des Finances du nouveau gouvernement Adenauer.

Communauté charbon-acier.

● A la sixième session du *Conseil d'Association C.E.C.A. — Grande-Bretagne*, le projet d'accord tarifaire a été de nou-

veau discuté. Quant aux droits sur l'acier importé en provenance des Six, ils passent à 10 % à partir du 1er février prochain (actuellement, leur taux s'échelonne de 15 à 25 %).

• Lors de sa session romaine, l'Assemblée commune a réélu à l'unanimité *M. Hans Fürler,* délégué allemand, à la présidence. A cette occasion, celui-ci a déclaré qu'une liaison étroite sera nécessaire entre la C.E.C.A. et les deux prochaines communautés (Marché commun et Euratom). On sait que l'année prochaine, la Communauté charbon-acier doit sortir de la période transitoire prévue par le traité du 18 avril 1951, ce qui doit faciliter une telle harmonisation.

• En ce qui concerne ce dernier point, l'Assemblée a demandé une *étroite coordination avec le Marché commun* en matière de politique commerciale, de fixation des tarifs et des problèmes concernant une éventuelle zone de libre échange. Elle a, à ce propos, rejeté tout protectionnisme, notamment le protectionnisme indirect qui résulte à l'heure actuelle de la non-coordination des transports européens.

• L'Assemblée a constaté que les *migrations de travailleurs* étaient entravées par la pénurie de logements et l'insuffisance de la formation professionnelle. Elle a recommandée au Comité des ministres la création d'un bureau de placement commun aux Etats-membres et la mise en route d'un programme de construction et de formation professionnelle financé à la fois par la Haute-Autorité et les Etats.

• Enfin, la catastrophe de Marcinelle a incité l'Assemblée à étudier très attentivement la *sécurité dans les mines.* Elle a demandé la signature d'une convention multilatérale pour la sécurité et le sauvetage, ainsi que la création d'un corps international d'inspecteurs de la sécurité.

• MM. Gaetano Martino (Italie), René Pleven (France) et Fernand Dehousse (Belgique), actuellement président de l'Assemblée de Strasbourg, ont posé leur candidature à la *présidence de l'Assemblée parlementaire* qui doit « coiffer » à la fois la C.E.C.A., le Marché commun et l'Euratom.

Organisation Européenne de Coopération Economique.

• Les 17 pays-membres viennent de décider la création à Mool (Belgique), d'une *usine européenne de récupération d'uranium.* La société de gestion aura un capital d'un milliard de francs belges, réparti entre tous les participants.

● Différents groupement patronaux nationaux ont demandé à la *commission fiscale* de l'O.E.C.E. de mettre au point des conventions à proposer aux Etats-membres.

L'une serait destinée à harmoniser les législations en matière de réserves et de bénéfices, notamment lorsqu'il y a double imposition en cas de rapatriement de capitaux. La seconde concernerait l'établissement à l'étranger de succursales ou de filiales, ainsi que la législation fiscale applicable aux salariés qui y sont employés temporairement.

● La première conférence du *Comité interministériel pour l'étude d'une zone de libre échange* a eu lieu à Paris. Les travaux se sont déroulés selon un questionnaire établi par le président du Comité, sir Reginald Maudling ; le questionnaire, portant sur 48 chapitres, était composé de cinq sections : 1) problèmes généraux ; 2) agriculture ; 3) problèmes économiques ; 4) secteurs particuliers (charbon, acier, transports, questions nucléaires ; 5) institutions.

Sur le dernier point, les trois pays du Benelux ont proposé la création de deux organismes comparables à ceux qui sont, dans le domaine technique, prévus pour le Marché commun : une Banque d'investissement et un Fonds de reconversion.

● En fait, cette réunion a été dominée par l'intervention de M. Maurice Faure. Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères qui fut, avec M. Félix Gaillard, l'un des principaux négociateurs, à Bruxelles, du Marché commun — a d'abord analysé « *les incertitudes, les imperfections et les déséquilibres de la zone de libre échange* », faisant notamment ressortir que celle-ci n'offrait, contre les distorsions pouvant résulter de la disparition des frontières douanières, aucune garantie du type de celles qu'offre le Marché commun. M. Maurice Faure a ensuite examiné ce qui peut être proposé « *dans le sens logique et de façon pratique* ». Si un traité de libre échange doit être très différent du traité de Marché commun — et il le sera devant les réserves britanniques — il faut envisager soit une procédure donnant le droit de veto à chaque pays, soit un sensible décalage dans le temps des réalisations parallèles à celles du Marché commun — et peut-être les deux en même temps.

Il convient de souligner que les Six ont, à ce propos, manifesté une solidarité sans fissure.

Union de l'Europe Occidentale.

● On a annoncé à Bonn que la commission germano-britannique permanente chargée de développer la *production commune d'armement* a repris ses travaux le 14 novembre dernier. Cette Commission, créée dans le cadre de l'Agence d'armement prévue par les Accords de Londres, ne s'était pas réunie depuis quatre mois...

L'U.E.O., on le sait, n'a jamais dépassé le stade d'une simple section de l'O.T.A.N. Ce semblant d'ersatz de la C.E.D. est une barrière de papier et de salive : les Britanniques n'y sont-ils pas partie constituante ?

Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

● La *conférence des parlementaires de l'O.T.A.N.* a souffert de la crise déclenchée par la fourniture d'armes anglaises et américaines à la Tunisie. Il n'est pas question dans ces notes de traiter du problème de fond. Remarquons seulement : 1) que la politique des claquages de porte, déjà utilisée il y a deux ans par M. Pinay, à l'O.N.U., est le contraire de la diplomatie ; 2) qu'il est grotesque de s'en aller en criant très fort, pour revenir sans tarder ; 3) que notre situation dans le monde ne nous permet absolument plus de jouer les cavaliers seuls ; surtout lorsque le prétexte invoqué par Washington et Londres (avec quelle joie !) est notre interrègne gouvernemental de 35 jours).

● En réalité, les 180 participants ont étudié et discuté, du 12 au 16 novembre, des rapports très substantiels. Le *rapport militaire,* présenté par M. Arthur Gilson (Belgique) et le général Calmeyer (Pays-Bas) était extrêmement critique. Il est regrettable qu'il ait été trop peu diffusé. Rappelons-en les principales conclusions : l'organisme est mal dirigé, les forces atlantiques terrestres sont insuffisantes. la stratégie est beaucoup trop fondée sur les armes nucléaires, les menaces de représailles ne représentent pas une garantie réelle pour les peuples européens. Le sénateur Jackson présentait un rapport sur les besoins du monde atlantique en cadres qualifiés, spécialement actuel depuis la crise des « spoutniks ». Quant au rapport du secrétaire général Paul-Henri Spaak, il faisait état des résultats assez décevants obtenus dans le domaine politique, dus à la fois au caractère trop lâche des institutions atlantiques et au peu de compréhension des Britanniques et des Américains devant l'état d'esprit de l'Europe.

Marché commun.

● » *Les Six ne laisseront pas la semence de prospérité du Marché commun pousser en graine de discorde pour le monde libre* ». Ainsi s'exprimait Sir Claude Corea, président de la douzième session des participants de « l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce », plus connu sous le nom de *G.A.T.T.* C'est que le Marché commun suscite des appréhensions dans le reste du monde. D'une part, les pays du bloc communiste sont par principe hostiles à tout ce qui peut renforcer l'Europe occidentale — mais seule la Tchécoslovaquie est encore partie au G.A.T.T. ; d'autre part, les nations d'Amérique du Sud et d'Asie craignent la naissance d'une puissante unité économique bénéficiant de l'association des territoires d'outre-mer : car leur commerce extérieur repose essentiellement sur des exportations de matières premières.

Il leur importe donc que le Marché commun soit contrôlé par le G.A.T.T., notamment : 1) en matière de tarif douanier commun ; 2) à propos des restrictions quantitatives prévues par le traité ; 3) en ce qui concerne la politique commerciale dans le secteur agricole ; 4) et enfin, dans les questions relatives à l'association des T.O.M.

On comprendra l'importance de ces débats qui, commencés à la mi-octobre, ne se sont terminés qu'au début de décembre, si l'on réfléchit que l'objectif essentiel du monde libre est d'empêcher les peuples « sous-développés » de se détourner de lui pour basculer dans le camp soviétique. On voit combien la notion même de Marché commun européen est liée à toute une politique, européenne d'abord, mais ouverte sur le monde.

● *Conséquence de ces critiques :* le Comité intérimaire du Marché commun a dû se réunir en hâte — et quasi-clandestinement — à Genève, en même temps que la session du G.A.T.T.

● *Le Marché commun fait école :* la *Commission nordique de collaboration économique* qui réunit des experts du Danemark, de Finlande, de Suède et de Norvège, a proposé la création d'une Union douanière réservée aux produits industriels.

● A la suite de son congrès, l'*Union internationale des Classes moyennes* a décidé de créer une Commission permanente du Marché commun.

● *M. Jean Rey*, ministre belge de l'Economie, semble être le candidat le plus sérieux à la présidence de la Commission européenne du Marché commun. S'il devait être désigné par les Six, la candidature de Bruxelles comme capitale tomberait d'elle-même (1).

● Depuis « l'opération 20 % », le rapport des *charges salariales en Europe* est bouleversé. On estimait qu'auparavant le coût moyen de l'heure de travail en France — 251 francs — venait en troisième position mondiale (après les U.S.A. et la Suède). Il serait maintenant le 7e.

Si l'on prend l'indice 100 pour ce coût, voici l'ordre des charges salariales parmi les Six : Belgique-Luxembourg : 112 ; Allemagne : 107 ; France : 100 ; Italie : 88 ; Pays-Bas : 67.

Quant au pourcentage des *charges sociales* proprement dites dans le salaire global, il s'établit ainsi : Italie : 63,5 ; France : 41,85 ; Allemagne : 41 ; Belgique-Luxembourg : 29,4 ; Pays-Bas : 28,6.

Ces chiffres sont d'autant plus intéressants qu'ils réduisent à néant l'argumentation des adversaires de l'Europe fondée sur le coût moins élevé de la main-d'œuvre chez nos partenaires. A remarquer notamment l'*égalité* des charges sociales en Allemagne et en France.

● Avant même que le Marché commun n'entre en vigueur, voici une hirondelle qui annonce le printemps : les *droits de douanes* sont supprimés en France à l'importation des objets d'une valeur inférieure à 5.000 francs. C'est bien peu, mais c'est un début...

● La construction du barrage de Trèves va commencer : c'est le principal ouvrage d'art allemand de la *canalisation de la Moselle*. Voilà qui réduit à néant les campagnes sur un prétendu marchandage entre Bonn et Paris : les marks contre l'abandon de la dite canalisation.

Du côté français, les travaux doivent commencer au printemps à Kœnigsmacker.

Zone de libre échange.

● Les Suisses viennent de prendre fortement position. Ils craignent, sans une zone de libre échange, de subir le contre-

(1) Dernière heure : M. Pflimlin, ouvrant la nouvelle session du Conseil général du Bas-Rhin, qui l'a réélu président, a « révélé » que le Conseil des ministres proposerait Strasbourg comme capitale des trois Communautés. Quant au Comité d'action de M. Jean Monnet, il proposait au même moment, la création d'un district européen » : l'Oise revient sur le tapis.

coup de discriminations économiques et ne voudraient pas voir disparaître l'Union européenne des Paiements. Leur appréhension devant le Marché commun des Six tient surtout, semble-t-il, à un libéralisme vigilant. M. Thomas Holenstein, ministre suisse de l'économie, n'assigne-t-il pas comme objectifs à la zone de libre échange la seule abolition des tarifs douaniers et des contingents et l'interdiction des interventions gouvernementales qui pourraient fausser la concurrence ? Nous re-voici à M. Guizot, du côté de Berne tout au moins.

● « *Ni le Royaume Uni, ni aucun des autres pays participants n'est prêt à entrer dans une zone de libre échange à n'importe quel prix. Mais aucun d'eux non plus ne peut se permettre de voir échouer les négociations, car ce serait un coup très grave porté à la cohésion des alliés occidentaux* »:

Cette déclaration de M. Mac Millan donne le *la* de la volonté britannique d'aboutir coûte que coûte à la zone de libre échange. Une précision à retenir, et qui doit permettre aux Six du Marché commun de sauver leur œuvre : le Premier britannique a en effet parlé d'une « *association* entre les Six signataires du traité de Rome et les membres de l'O.E.C.E. »

Il semble que les Britanniques aient renoncé à torpiller le Marché commun avant sa naissance. L'important est aujourd'hui de les empêcher de le vider de sa substance avant même qu'il ne soit né. Donc : *en même temps* que les Six négocient, ils doivent mettre sur pied leurs institutions communes.

● Au reste, il y a des réserves chez les Britanniques eux-mêmes. C'est ainsi que les *cotonniers insulaires* sont contre la zone de libre échange, sauf clauses de sauvegarde très précises et certificats d'origine pour la plupart des produits.

● Quant au C.N.P.F., il vient de réitérer sa prise de position de septembre dernier en exprimant l'*opposition unanime* de ses groupements professionnels à toute négociation qui pourrait compromettre l'application du traité de Rome.

Toute la question est de savoir si l'affaire des livraisons d'armes à la Tunisie n'est pas en liaison directe avec le problème... Mais ici les Anglais n'auront pas le soutien américain.

Jean PERRÉ

ETUDE

LES FORCES ARMÉES SOVIÉTIQUES
à la fin de 1957

JAI, dans une série de 4 articles publiés par « Défense de l'Occident » en décembre 1955, février, mars et novembre 1956, exposé, à ses lecteurs, les conceptions militaires et navales des Soviétiques. Les conclusions de cette étude jointes aux informations possédées par les Occidentaux, incomplètes et approximatives certes, mais assez abondantes pour se confirmer par recoupements, permettaient de dresser le bilan des forces armées soviétiques en 1955, d'en esquisser l'articulation générale d'en discerner l'évolution et même de préjuger l'ampleur et les buts immédiats de leur effort dans une guerre mondiale. C'est ce tableau que je commencerai par brosser. Mais, en deux années, sous l'influence de facteurs d'ordres divers, les données du problème posé aux dirigeants et aux chefs militaires de l'URSS se sont profondément modifiées ; j'exposerai pourquoi et comment. Ma conclusion naturelle s'imposera sous la forme d'une esquisse de la puissance militaire soviétique en 1957, de ses tendances et des modifications à son plan éventuel de guerre que l'on peut envisager.

I. - La situation en 1955.

L'U.R.S.S. a alors, sous les drapeaux, environ 5 millions d'hommes (3.500.000 des forces terrestres ; 800.000 des aériennes ; 750.000 des navales) et ses satellites européens : quelque 1.200.000 (dont 100 à 200.000 dans leurs armées de l'air et quelques dizaines de milliers dans les marines de l'Allemagne de l'Est et de la Pologne) ; soit, en tout, plus de 6 millions d'hommes.

Cela correspond approximativement, pour l'U.R.S.S., à :

— 175 divisions de forces terrestres (1) (une majorité de di-

(1) D'effectifs unitaires notablement inférieurs à ceux des grandes unités américaines.

vision d'infanterie dont peut-être 1/3 motorisées, 65 divisions blindées ou mécaniques, 15 à 20 divisions de cavalerie, des divisions de réserve générale d'artillerie, d'anti-chars ou d'anti-aériens), soit, de beaucoup la plus importante armée du monde ;

— 350 « polks » aériens constituant une centaine de divisions disposant de 20.000 avions en service et d'une réserve égale, soit la 2e aviation, après celle des U.S.A. ;

— une marine servant ou ayant en réserve : 3 bâtiments de ligne à peu près hors d'âge, 30 croiseurs et 150 destroyers dont 1/3 récents, 500 sous-marins, pour les 2/3 anciens ou côtiers et, pour le reste, nouveaux à grand rayon d'action (10.000 milles), 300 escorteurs, 1.000 dragueurs, 500 vedettes rapides et 4.000 appareils à réaction de l'aéronavale ; soit la 2e flotte, après celle des U.S.A. et avant l'anglaise.

L'apport des satellites serait de :

— 75 à 80 divisions de forces terrestres d'une qualité et d'un armement (1) notablement inférieurs à l'ensemble des soviétiques mais en cours de modernisation ;

— 4.000 avions sensiblement moins récents que les russes ;

— un petit nombre de faibles unités navales fournies par l'Allemagne de l'Est et la Pologne.

L'U.R.S.S. dispose d'environ 10 millions de réservistes instruits et les satellites de quelques 2.500.000. Les distances, l'état des communications et ce qu'on sait des stoks d'armement permettent d'évaluer à 400 divisions (satellites compris) les forces terrestres mobilisables avant le 30e jour. Avec une production aéronautique qui, en 1955, fut de 35.000 appareils militaires ou civils, il serait vraisemblablement possible d'entretenir l'aviation initialement mobilisée (40.000 avions). En dépit du développement des chantiers navals, il serait plus difficile de combler les pertes (surtout en sous-marins) des unités mises à flot lors de l'entrée en guerre.

Malgré ses dimensions relativement modérées, l'Ouest absorbe les 4/7e des forces du temps de paix à l'U.R.S.S. encore grossies par celles des satellites, tandis que l'Est immense, de la Crimée à la Sibérie, doit se contenter des 3/7e des troupes proprement soviétiques. Ce qui fait apparaître dans l'Ouest un centre de gravité principal et très prépondérant que nous allons voir se fixer vers Varsovie.

(1) En retard, à peu près, d'un plan quinquennal.

L'Ouest relèverait, en temps de guerre, d'un grand commandement dont le P.C. est préparé à Insterburg (90 km. Est de Kœnigsberg). En temps de paix, les forces s'y articulent en 3 groupes d'armées. Le 1er GA (PC : Leningrad) a, pour mission initiale, la garde des côtes baltiques et glisserait sans doute ultérieurement vers l'Ouest à moins qu'il n'attaque la Scandinavie, région difficile, mais où les mines de fer suédoises et le sud norvégien, par sa façade maritime, offrent des objectifs intéressants ; il compte 10 divisisons soviétiques. Le IIe GA (P.C. : Minsk) est déployé à cheval sur la grande plaine de l'Europe septentrionale dont l'axe est sans doute parallèle à sa direction offensive ; il serait appuyé par la XXIe Armée aérienne forte de 8.000 avions ; ses troupes, pour parties à peu près égales, soviétiques et satellites, sont stationnées en Allemagne orientale (22 à 25 divisions soviétiques, 7 à 9 satellites), en Pologne (2 soviétiques et 20 à 24 satellites dont 4 blindées), en Tchéco-Slovaquie (12 à 14 divisions satellites), en U.R.S.S., à l'Ouest de la ligne Nerwa-Minsk-Kiew (18 divisions soviétiques) et paraissent disposées en deux échelons successifs de 40 divisions dont le premier, particulièrement en Allemagne de l'Est, Prusse orientale et Pologne, comporte les grandes unités les meilleures et les plus modernes, un « fer de lance » de 22 à 25 divisions. Le IIIe GA (P.C. : Kiew) est aussi, par moitiés, russe et satellite 40 divisions d'une part, 36 à 37 de l'autre, presque toutes de 2e catégorie) ; son théâtre morcelé et difficile (Autriche, Yougoslavie, Balkans) ne lui permettrait que des actions secondaires et divergentes de Munich à Salonique et son stationnement porte en germe cette dispersion : en Hongrie, 3 divisions soviétiques et 12 satellietes ; en Roumanie, 2 soviétiques et 12 à 15 satellites, en Ukraine occidentale, 15 à 18 soviétiques ; en Bulgarie, 10 ou 11 satellites ; en Albanie, 2 ou 3 satellites. En outre, il peut y avoir une vingtaine de divisions dispersées dans l'intérieur de la partie européenne de l'U.R.S.S.

L'Est est confié à 4 groupements de forces représentant quelque 75 divisions, en majorité de 2e ou de 3e choix :

— le VIe GA, dit : du Caucase (P.C. : Tiflis), dont le théâtre embrasse la Crimée, n'a que des moyens restreints parmi lesquels un certain nombre de divisions de cavalerie ;

— le Ve, dit : d'Asie centrale (P.C. : Tachkent), dans sa zone à l'Est de la Caspienne encore très pauvre en communications nord-sud malgré le vaste plan en cours d'exécution, est à base de divisions d'infanterie ou de cavalerie et, lui-aussi, assez dénué bien qu'il fournisse, à l'Ouest, des troupes de choc notamment Khirgizes ;

— le VIe, dit : d'Extrême-Orient (P.S. : Tchita), du lac Baïkal aux confins de la Mandchourie, vient, en importance, après les IIe et IIIe ; il compte 3 armées ;

— un groupement de forces est en voie de développement rapide (particulièrement en aviation) dans la presqu'île extrême de la Sibérie, face au détroit de Béring, au nord du golfe d'Anadyr.

Un théâtre très particulier par sa nature, ses moyens, sa nouveauté : la zone arctique, est en cours d'organisation ; nous allons avoir à y revenir. Ainsi d'ailleurs que sur les armes spéciales (substances toxiques biologiques ou chimiques, engins fumigènes ou incendiaires, fusées et moyens atomiques) qui font en U.R.S.S. l'objet de recherches et de réalisations méthodiques et abondamment dotées.

Les forces, par leur essentielle mobilité, échappent, semble-t-il, à une répartition territoriale ; ce n'est qu'une apparence car elles inscrivent sur le sol leurs possibilités d'articulation ; or, le semis des terrains et aérodromes est, sauf dans l'Arctique, rigoureusement homothétique à celui des forces terrestres avec, dans l'Extrême-Ouest, son centre de gravité principal marqué par la XXIVe Armée aérienne et un, secondaire, en Sibérie.

Par une inéluctable fatalité géographique, la marine de guerre russe est fractionnée entre quatre mers presque totalement séparées les unes des autres. Les petites unités peuvent passer de la Baltique à la Mer Blanche et inversement par le canal Staline ; en été, la mer Blanche communique avec la Mer de Barentz qui n'est jamais entièrement bloquée par les glaces et les navires à coques fortement blindées peuvent circuler entre le Pacifique et l'Atlantique par la « route maritime du nord » ; mais ces intercommunications comportent de lourdes servitudes de temps et des risques sérieux. Or, en 1955, la flotte soviétique est à peu près répartie ainsi qu'il suit : en Baltique, 1 cuirassé, 10 croiseurs, 40 destroyers, 130 sous-marins ; en Mer Blanche, 5 croiseurs, 40 destroyers, 130 sous-marins ; en Mer Noire, 2 cuirassés, 10 croiseurs, 30 destroyers, 60 sous-marins ; dans le Pacifique, 5 croiseurs, 40 destroyers, 160 sous-marins. C'est dire que le déploiement des forces navales, comme ceux des terrestres et aériennes comporte un centre de gravité principal dans l'Ouest (Baltique et Mer Blanche) et un secondaire dans l'Est (Pacifique).

Si l'on considère qu'en cas de conflit avec la coalition atlantique, la vitesse et l'offensive s'imposent aux Soviétiques parce

que, disposant de puissantes forces permanentes ou rapidement mobilisables, ils sont surclassés de beaucoup en potentiel et, par conséquent, faute d'une décision rapide, voués, à la longue, au sort subi par l'Allemagne en 1945, l'articulation de leurs moyens militaires du temps de paix révèle les grandes lignes de leur plan de guerre.

La position, dans l'extrême Ouest, du centre de gravité de leurs forces de toutes natures indique la direction de leur première poussée offensive d'ensemble : un axe parallèle à celui de la grande plaine nord-européenne et déporté vers les littoraux de la Baltique et de la Mer du Nord. Les sacrifices consentis en faveur de leur marine, particulièrement de leurs sous-marins, et de leur aviation stratégique décèlent leur volonté de les utiliser à plein et au plus tôt au profit de la manœuvre principale, par conséquent d'ouvrir d'abord la Baltique et de conquérir ensuite la large base de déploiement nécessaire à une guerre sous-marine et aérienne efficace ; d'où leurs deux premiers objectifs stratégiques : le Danemark qui commande le Sund éventuellement complété par le littoral norvégien puis les rivages atlantiques de la France. Au cours de cette première phase, les forces des autres théâtres n'ont, sans doute, que des missions offensives secondaires et à objectifs limités (comme de saisir des bases de départ dans l'Arctique et l'Alaska, de préparer un débouché ultérieur de la Mer Noire), ou le rôle stratégiquement défensif, d'enrayer les initiatives d'un adversaire maître des Océans et jouissant de l'ubiquité que cela confère.

II. - Les facteurs d'évolution.

En 1945, la puissance militaire soviétique résidait essentiellement dans une combinaison étroitement liée et spécifiquement continentale d'infanterie, d'artillerie, de blindés et d'aviation tactique dont la conséquence était une absolue primauté des forces terrestres sur les aériennes et les navales.

Les forces armées ainsi caractérisées n'ont cessé d'évoluer depuis 12 ans au cours de 3 périodes successives et imbriquées pour s'adapter :

— d'abord, aux leçons tirées des campagnes de 1941-45,

— ensuite, à la nouvelle situation politico-stratégique née de l'opposition au bloc atlantique,

— enfin, à la tactique que semble devoir imposer l'utilisation de l'arme atomique sur le champ de bataille,

et il semble bien que la disparition de Staline en 1953 et, au cours de la réaction qui a suivie, de sa légende d'infaillibilité les ait aidées à surmonter la tentation de stagnation toujours redoutable pour une armée victorieuse.

Il n'avait pas échappé, aux chefs de l'armée soviétique, que leur victoire était, dans une large mesure, une victoire à coups d'hommes puisqu'ils l'avaient payée de 7 millions de morts militaires alors que l'Allemagne, après avoir lutté contre de multiples adversaires, n'en avait eu que 3.750.000 ; aussi leur première réaction fut-elle d'augmenter la puissance de feu de leurs forces terrestres ce qui se manifesta, vers les premières années 50, par un accroissement sensible des effectifs unitaires de leurs divisions.

Le nouveau conflit prévisible impliquait : l'emploi stratégique des forces aériennes, des actions en haute mer, la lutte en zone arctique. L'évolution de l'aviation, si elle s'est d'abord manifestée par l'amélioration de la chasse, la substitution de chasseurs-bombardiers à réaction légèrement blindés aux avions d'assaut et bombardiers légers, le doublement du nombre des bombardiers moyens, le développement des aéro-portés et, plus récemment, l'apparition d'hélicoptères géants et d'appareils à décollement vertical paraît surtout caractérisée actuellement par un effort portant sur les bombardiers lourds supersoniques à grand rayon d'action et sur les gros transporteurs. Les tendances de la marine ne sont pas moins révélatrices : après des programmes qui laissaient une place enviable aux destroyers et aux croiseurs (5 ou 6 de ces derniers construits annuellement), l'intérêt s'est concentré sur les sous-marins à grand rayon d'action (10.000 milles) qui sortent à la cadence de 60 ou 80 par ans et, pour la première fois, en 1955, deux grands porte-avions ont été mis en chantier (55.000 T, 150.000 chevaux, 15 nœuds). L'étude des problèmes posés par la guerre en zone arctique a été confiée au « Mnistère des forces maritimes et fluviales » qui dispose, à la fois, d'organismes scientifiques et d'un commandement militaire fournissant le personnel de 80 stations. Sa juridiction s'étend, au nord du 60e degré de latitude nord, entre les méridiens de Leningrad et du détroit de Béring. Il semble, en ce moment, s'intéresser particulièrement à l'utilisation des banquises flottantes dérivant vers le Grœnland par le pôle et à la navigation sous la croûte de glace polaire. Trois lignes de radar (une à l'arrière des côtes, une sur le littoral, une dans les îles avancées) pourvues de D.C.A. et de relais de commandes de fusées installées en deçà du cercle polaire, de Kola à Béring.

Comme les Américains, les Russes pensent que la guerre, dans ces régions, serait presque uniquementa érienne, menée par gros bombardiers, fusées et engins téléguidés, et que, seule, la protection des bases incomberait à de faibles détachements terrestres dont ils ont déjà entamé le recrutement parmi leurs populations arctiques.

Ce qu'on dénomme ailleurs « armes spéciales » (substances toxiques biologiques ou chimiques, engins fumigènes ou incendiaires, mais surtout les fusées téléguidées ou les missiles balistiques et les moyens atomiques) est, dans l' « Armée Rouge », groupé sous la rubrique « 4e force ». On sait que les Russes viennent de réaliser une fusée balistique dotée d'une ogive thermo-nucléaire d'une portée minimum de 8.000 kilomètres qui englobe le territoire des U.S.A. mais cette sorte d'engin intercontinental déborde, en quelque sorte, le domaine militaire et je m'en suis expliqué dans la revue d'octobre 1957. Dans ce domaine, on a repéré 20 bases d'une vingtaine de rampes chacune pour fusées de portées moyennes (1.000 à 2.500 kilomètres) sur le littoral de la Baltique, dans les Carpathes, en Hongrie et vers Arkhangelsk. Le stock atomique s'élèverait à une dizaine de milliers de bombes ou de « têtes ». De l'avis de tous les spécialistes, l'emploi tactique des engins nucléaires imposerait un amenuisement des grandes unités, de nouvelles formes de manœuvres rapides et fluides, une tactique en ordre dispersé et la multiplication des opérations de nuit. Par les défauts et même les qualités de son soldat, par l'esprit de ses doctrines stratégiques, opérationnelles et tactiques, l'armée soviétique est bien celle qui trouvera le plus de difficultés à s'adapter à cette nouvelle forme de lutte. Elle a commencé cependant et, bien que nous ne prenions pas au pied de la lettre certaines vantardises de propagande, la réduction des effectifs de certaines divisions, le démontre.

Indépendamment de l'évolution technique que je viens d'esquisser, quatre ordres de faits sans liens apparents ont pu influencer le plan de guerre soviétique :

1) le renforcement des moyens de l'OTAN,
2) la réduction de ses propres effectifs,
3) les signes d'infidélité donnés par ses satellites,
4) l'agitation arabe dans le Moyen-Orient et en Afrique du Nord qui a ouvert de nouvelles possibilités.

Les moyens de défense, ou plutôt de couverture, de l'Occident européen par l'OTAN (secteur Centre-Europe) se sont renforcés dans une mesure, certes, insuffisante mais réelle et les U.S.A. ont fait connaître sans ambiguité qu'en cas d'agression les armes

atomiques seraient utilisées. Le temps n'est plus où Moscou pouvait espérer, avec 40 ou 50 divisions, atteindre, en quelques semaines le littoral atlantique. Il lui faudrait avant de déclencher sa manœuvre par la plaine nord-européenne, doubler ses forces de premier échelon ; cela n'irait pas sans mouvements et préparatifs révélateurs qui déclencheraient la mobilisation de l'adversaire ; les chances d'une campagne-éclair se sont amenuisées. Et puis, il y a l'intervention des moyens atomiques avec la certitude d'une supériorité des stocks américains, la probabilité d'une avance technique de l'OTAN dans le domaine des armes nucléaires tactiques, la terrible inconnue des bombardements stratégiques intercontinentaux et, enfin, de fortes chances de voir l'emploi tactique des moyens atomiques favoriser la défensive.

En Août 1955 et Mai 1956, le gouvernement soviétique a annoncé à grand bruit deux décisions de réduire ses effectifs permanents. La première, à échéance du 15 décembre 1955, devait porter sur 640.000 hommes ; la seconde, sur 1.200.000, au 1er mai 1957. Il s'agissait bien moins des gestes de paix exaltés par la propagande que d'une réorganisation et d'un début d'adaptation aux conditions de la guerre atomique qui, comme partout, entraîne une réduction des effectifs de l'avant au profit de l'industrie, des organismes d'entretien et de la défense en surface du territoire. La première réduction a été effective, mais il semble que les événements de Pologne et de Hongrie aient influencé l'exécution de la seconde.

Les doutes que l'U.R.S.S. n'avait pas manqué de concevoir sur la fidélité de ses satellites ont été, en 1956, confirmés pour la Pologne et, à un moindre degré, pour l'Allemagne de l'Est, illustrés de manière sanglante par l'insurrection hongroise, suivis par certains indices en Roumanie et Bulgarie. Il en est résulté une défiance certaine vis-à-vis de l'appoint en divisions que seraient appelés à fournir les satellites en cas de guerre en vertu du traité de Varsovie du 11 mai 1955 (réplique à l'OTAN). Mais il y a plus grave. Au seul exposé du plan de guerre présenté plus haut éclate l'importance capitale de l'attitude de la Pologne vis-à-vis de l'U.R.S.S. Ce pays coiffe le centre de gravité des forces soviétiques d'Europe ; c'est en arrière du « fer de lance », le haut du bois ; s'il y avait un nœud, que vaudrait la lance ? Et, si l'infidélité, non seulement de la Pologne, mais aussi de la Hongrie et de la Roumanie, contraignait à ramener la base de départ de 8 à 900 kms en arrière, en deçà de ce glacis défensif en même temps que tremplin offensif et base de recrutement auxiliaire, que l'U.R.S.S. s'est

ménagé à ses frontières européennes, que deviendrait son plan de guerre ?

Dans le temps même qu'éclatait la crise des satellites, celle, arabe, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord s'envenimait et l'U.R.S.S. y prenait une part politique de plus en plus active. On sait que, pour les Soviétiques, la guerre est, non seulement « la continuation de la politique par d'autres moyens », mais aussi la politique, la préparation de la lutte armée par les procédés de la « guerre froide » qui n'excluent pas la violence et que l'idéal leur paraît être de pousser cette préparation jusqu'au point où la situation est assez pourrie pour que la « guerre chaude » ne soit qu'un achèvement. Il est donc logique de penser que, chez eux, toute grande manœuvre politique implique, en forme de conclusion, l'élaboration d'un plan de guerre correspondant.

III. - La situation en fin 1957.

En gros, il semble que les deux réductions de leur armée permanente annoncées par l'U.R.S.S. aient abouti à une diminution d'environ un quart des effectifs globaux abaissés à 3.800.000 et un tiers du nombre des divisions terrestres ramené à 112 par suppression d'unités de 2e ou 3e catégorie dans l'intérieur ou dans l'Est, mais sans réduction correspondante des crédits militaires et avec accroissement concomitant de la marine et de l'aviation. La méfiance vis-à-vis des satellites a conduit à limiter leur contribution qui ne semble pas dépasser 71 divisions (9 de l'Allemagne de l'Est, 20 polonaises, 12 tchécoslovaques, 10 hongroises, 10 roumaines, 8 bulgares, 2 albanaises), dont beaucoup de loyauté et de pugnacité douteuses. Le déploiement des forces terrestres proprement soviétiques en Europe est à peu près le suivant :

— Région baltique : 10 divisions ;

— Grande plaine de l'Europe septentrionale : 22 en Allemagne de l'Est et Pologne (1/3 blindées à 4 régiments de chars et artillerie intégralement automotrice, les autres mécaniques à 1 régiment de chars ou motorisées avec artillerie partiellement automotrice) constituant le « fer de lance », 8 en U.R.S.S. limitrophe.

— Région danubienne et balkanique : 7 en Hongrie en vertu de l'accord négocié par le Maréchal Joukov en juillet 1957, 4 en Roumanie, 2 en Bulgarie, 8 à 9 en U.R.S.S. limitrophe.

Soit, une diminution de 15 à 20 % par rapport au dispositif européen précédent au lieu des 33 % de la réduction globale, une amélioration qualitative et, dans la zone danubienne et balkanique, un renforcement numérique relatif traduit par la poussée en avant d'une dizaine de divisions. Plus à l'Est, on manque de précisions mais on sait qu'au moment de l'insurrection hongroise, il y a eu, à la frontière turque, des concentrations non dissoutes ultérieurement et qui semblent s'être renforcées depuis le début de la crise soviéto-turque d'octobre.

La seule modification à l'ordre de bataille aérien paraît être la disparition d'une des divisions de la XXIVe Armée aérienne qui peut résulter d'un remaniement et ne pas signifier une diminution du nombre des avions.

Dans la flotte, les 5 à 6 croiseurs actuellement en chantier semblent être les derniers de la série, mais l'effort en faveur des sous-marins s'est encore amplifié ; 80 à 100 sont entrés en service au cours de 1956 ; le total doit en dépasser 500 dont 2/3 de construction récente parmi lesquels la moitié à grand rayon d'action ; la Baltique paraît s'être vidée de ces derniers au profit des Mers Blanche et de Barentz qui en comptent maintenant une centaine tandis qu'en Mer Noire leur nombre doit approcher la cinquantaine ; on peut estimer que, vers 1960, 150 sous-marins seraient en mesure d'opérer dans l'Atlantique et au-delà dès le début des hostilités ; la baie de Valona en Albanie a été aménagée en base sous-marine, quelques sous-marins ont été livrés à l'Egypte et, depuis plusieurs mois, on signale fréquemment la présence de submersibles de « nationalité inconnue » dans le Sud, au large des côtes atlantiques de l'Amérique, occidentales et orientales de l'Afrique, dans les Détroits, en Méditerranée.

⁂

Du rapprochement des faits et situations qui viennent d'être exposés, une question jaillit : Les Russes n'envisageraient-ils pas de modifier leur plan de guerre et de transporter leur effort principal et initial dans le Moyen Orient pour couper le canal de Suez et prendre à revers l'Afrique du Nord ? Ce qui, après tout, ne ferait qu'inverser la manœuvre des Anglo-saxons se saisissant en 1942 de la Berbérie avant de partir à l'assaut de la « Forteresse-Europe » ?

Le théâtre d'opérations est, pour un belligérant venu du Nord, à la fois attirant et décevant. Attirant parce qu'il constitue un grand vide politique et militaire. Décevant parce qu'il est difficile, en grande partie montagneux et désertique et qu'une campagne-éclair y serait inconcevable. Mais sa défense, par les Occidentaux, dépend entièrement de la maîtrise de la Méditerranée et tout ne deviendrait-il pas beaucoup plus facile et rapide pour l'agresseur si cette dernière était contestée par les sous-marins soviétiques ? Une telle arrière-pensée n'expliquerait-elle pas de manière satisfaisante les immenses sacrifices faits par les maîtres de la Russie pour se donner la plus grande flotte sous-marine du Monde ?

Jean PERRÉ.

COMMUNIQUÉ
du
BUREAU D'ALGER DE « DÉFENSE DE L'OCCIDENT »

Une permanence fonctionne chaque mercredi, de 18 h. 45 à 20 h. 30, chez notre correspondant Yves Jeanne, 8e Groupe, Bâtiment C (2e étage), Boulevard Lietaud. Champ de Manœuvre, Alger.

Des journaux et des revues ainsi qu'une bibliothèque sont à la disposition de nos amis qui sont priés de venir nombreux au jour et heure indiqués et d'amener des sympathisants de notre revue.

Les Livres du Mois

UN ESSAI POLITIQUE

Emmanuel BERL : « *La France irréelle* » (Ed. Bernard Grasset).

Depuis fort longtemps, l'on n'avait lu de livre, d'essai politique qui suscite plus de réflexions que celui que vient de publier Emmanuel Berl. Celui-ci avait bien voulu nous donner dans le numéro précédent, une vue cavalière de son étude et nous préciser les différentes lignes de force de sa réflexion qui courent à travers mille aperçus d'une richesse extraordinaire.

L'écriture d'Emmanuel Berl est d'une prodigieuse densité. C'est cela même qui fait la difficulté de son œuvre. Tout y est d'une clarté lumineuse, mais il aligne coup sur coup, avec une évidence et une nonchalance parfaites, tant d'aperçus neufs et riches de prolongements que l'on se sent quelque peu bousculés et entraînés avant d'avoir pu donner son acquiescement motivé à chacune de ces propositions.

Ainsi qu'il nous en prévenait, Emmanuel Berl a adopté un ordre d'exposition inverse de celui de sa réflexion. Il part ici des détails concrets pour aboutir à un ensemble de considérations sur la civilisation à l'intérieur de laquelle nous vivons. Le détournement des mots, Mort de la diplomatie française, Nation et Civilisation, telles sont les trois articulations de sa pensée. Il part d'une remarquable analyse de ce qu'il appelle la schizophrénie française, c'est-à-dire sa perte de contact avec le réel. Les mots n'ont plus leur sens : présence française remplace souveraineté française, fuites remplace trahison, et impasse, déficit. A l'intérieur du théâtre de la vie politique, tous les mirages, tous les jeux de glace sont utilisés pour dissimuler les réalités. Il en résulte une sorte d'euphorie truquée dont personne n'est dupe et qui s'allie à une hargne larvée devant les assauts sans cesse répétés de la réalité, qui a dénaturé gravement le caractère français. De l'impossibilité de la vie politique française à l'inexistence de toute politique extérieure, Berl est conduit à une réflexion passionnante sur notre civilisation, civilisation de la machine, à l'intérieur de laquelle l'univers est solidaire. Mais les réflexions de détail abondent sur lesquelles on pourrait s'arrêter longuement : ainsi celle sur les grands hommes qui incarnent souvent plus une résistance à l'Histoire que son courant profond !

De l'ensemble de ce livre cependant émergent quelques positions dominantes en face desquelles il faut se situer. Ainsi

l'on doit se confirmer après la lecture de cet essai qu'à un certain niveau de pensée politique, les notions de droite et de gauche ont réellement perdu toute signification véritable. Devant la dégradation du mécanisme politique, un esprit sérieux est nécessairement saisi par quelques vérités dont l'objectivité même est comme le contraire de l'idéologie. Or, en l'absence d'idéologie, que signifient droite et gauche ?

Cependant Emmanuel Berl ne croit pas à l'importance du débat constitutionnel. Tous les régimes, pense-t-il, sont tour à tour bons et mauvais selon la qualité des hommes qui les animent. Mais il y a là une confusion — nous le signalions déjà le mois dernier à propos du livre de Michel Debré — entre Constitution et Régime. Le Régime est l'ensemble des mécanismes non écrits et non codifiés qui assurent à un moment donné le *pouvoir réel* dans un Etat donné. Tout le monde sait bien qu'un homme seul ne peut gouverner un Etat moderne, tout le monde sait bien que le débat théorique sur la République ou non est totalement hors de cause. Mais tout le monde sait bien aussi qu'un *Régime* peut laisser quelques hommes agir, peut laisser jouer ou activer toute l'échelle des responsabilités ou au contraire être tout entier orienté vers la paralysie et interdire en fait toute *action*. C'est le cas actuellement. Et cela contribue aussi à la schizophrénie dénoncée.

Il y a enfin le problème du nationalisme. La pensée d'Emmanuel Berl déroute par ce qu'elle a de trop proche des faits et de trop éloignée d'eux. Certes il a raison en toutes les propositions qu'il avance, mais d'un certain point de vue ! L'on éprouve aussi le besoin de se demander : mais pourquoi dans ces conditions, s'occupe-t-il de ces problèmes essentiellement de l'ordre de l'égoïsme vital que sont les problèmes politiques, s'il a par ailleurs tellement — et admirablement — *lâché prise*, s'il s'est à ce point *désintéressé* des pulsions qui font la vie des groupes.

Il y a là un problème que nous croyons très important, du type même de réflexion que l'on peut porter à la politique et qui doit être dans un certain rapport de *prise* sur les choses avec elle. Quoiqu'il en soit, c'est un problème de plus que soulève indirectement ce très remarquable essai d'un esprit libre qui a su toujours montrer son courage.

Bernard VORGE.

L'HYPOCRISIE A PARIS

On avance sur la pointe des pieds, on hésite, on pense aux autres, on se dit que tout de même l'on a dû se tromper, mais enfin il faut bien finir par livrer le fond de sa pensée : la pièce de Marcel Aymé, « La Mouche bleue », est admirable !

Antiaméricanisme, grossièreté, toutes les méchantes critiques ont tourné autour de ces deux griefs. Griefs très mêlés d'ailleurs, car, disait-on, l'on aurait compris bien sûr un certain antiaméricanisme à condition qu'il fût moins sommaire et moins entaché de cette grossièreté que l'on retrouve dans l'ensemble de l'inspiration.

Prenons les choses depuis le début : un certain James Dee est employé dans une grosse affaire à un poste qui demande de l'imagination (l'on dit dans la pièce *au bureau de la Pensée* c'est vrai, mais il faut bien admettre ce que l'auteur veut signifier), c'est-à-dire qu'il doit, comme disent les patrons, *vivre* son affaire, que ce qu'on lui achète, c'est non pas son travail, mais sa liberté, sa faculté d'invention, son rêve, l'essentiel de lui-même. Bien entendu il a peur de n'y pas réussir et cette peur même le paralyse. C'est le savetier devenu financier. Le noyau central de son intérêt n'est pas là et tout lui est donc prétexte à mauvaise conscience, son sommeil, son amour, et son travail même car il a mis le doigt dans un engrenage qui se retourne contre lui, celui des habitudes : il est pire d'être un chômeur de quinze mille dollars qu'un chômeur de six mille dollars !

C'est bien là le sujet véritable de la pièce, le dialogue avec sa peur. Mille anecdotes s'y greffent certes, la femme dépensière, tyrannique et respectable, l'hypocrisie sociale, l'ennui enfin et la drogue du travail, de l'endroit où aller chaque jour, comme disait admirablement le

personnage de *L'Œuf* de Félicien Marceau. Et devenu célèbre par sa démission même, James Dee ne peut indéfiniment résister aux offres qui lui sont faites d'entrer à nouveau dans le kaleïdoscope de la gloire et de la puissance.

Antiaméricanisme donc ? On reste confondu devant la sottise d'une telle accusation lorsqu'elle emprunte le langage de la politique. Il faut vraiment que la conception même de la politique ait atteint, en France, une décadence insoupçonnée pour que l'on puisse même la formuler. La France irréelle apparaît là dans toute sa gloire. Marcel Aymé traite d'un style de vie, d'une civilisation qui correspond au fond au *monde moderne*. Ce sont les Etats-Unis qui les ont poussés le plus loin parce qu'ils sont les plus puissants, et cela nous intéresse parce que nous vivons chaque jour — fût-ce avec quelque retard — les imaginations américaines. Mais quel rapport cela a-t-il avec les options politiques concrètes ! Marcel Aymé s'est là-dessus lumineusement expliqué.

Mille détails savoureux viennent caractériser l'Amérique : la machine qui ne sert à rien qu'à donner l'exemple, la minute de détente obligatoire, les slogans affichés « *Dieu est notre chef du personnel* », la machine à cantique, la tyrannie des syndicats, l'obsession du rendement. Tous les voyageurs rapportent que ces détails ne sont pas les plus outrés parmi ceux que l'on aurait pu relever, mais que tout simplement le public français aurait jugé totalement invraisemblables. Cependant, vrais ou faux pour les Etats-Unis, cela ne semble pas le point essentiel, car ils apparaissent bel et bien vrais *ici* dans leur esprit, avec l'élémentaire transposition de la satire.

Grossissement précisément, a-t-on dit, outrance, grossièreté. Marcel Aymé grossit au théâtre, c'est vrai. Il force les teintes, il peinturlure comme une image populaire. Il semble seulement curieux que certains ne le découvrent que maintenant : tels qui ont louangé *La tête des autres* s'aperçoivent aujourd'hui que *La Mouche bleue* n'est pas précisément une miniature. C'est trop tard ! Pour Marcel Aymé, les chemins de l'école buissonnière ont toujours pris l'aspect de ceux d'une certaine liberté sexuelle. On le sait aussi. Et il faut bien avouer

que ce n'est pas faux du tout: L'hypocrisie puritaine de l'Amérique l'a choqué — et c'est un fait que c'est souvent par là qu'ont commencé les plus sottes tyrannies idéologiques et désincarnées. Et d'autre part les rapports de l'argent et de la sexualité sont-ils si étroits ? Oui, et mille fois oui. Là-dessus encore les réactions des certains critiques rappellent trop celles enregistrées devant Bitos : *Mais où a-t-il été prendre tout cela ?* s'écrient certains devant les plus assurées, les plus évidentes, les plus constantes des scènes qu'ils se remettront à jouer dès la porte du théâtre.

C'est le don de voir la vérité, et de la montrer avec cette violence ironique qu'est la verdeur, qui sauve une certaine dureté dans l'articulation de la pièce. Ce n'est certes pas une bonne petite psychologie bien filée. L'on sent qu'il y a parfois chez l'auteur, un goût de la provocation qui donne à la pièce son aspect insolite et fort. Hors le passage inutile des deux *petits français* fleur bleue, les scènes admirables abondent : toutes celles entre les deux protagonistes James Dee et sa secrétaire, d'une vérité si criante dans la familiarité amoureuse que l'on a l'impression, au sortir du théâtre, d'avoir passé la soirée avec eux ; celle aussi par exemple du garçon d'hôtel qui d'un homme-à-quinze-mille-dollars, est devenu un homme-à-deux-mille-dollars et qui conte comment il se retrouve avec des relations à deux mille dollars, un langage à deux mille dollars, des pensées à deux mille dollars...

C'est vrai, et c'est vrai partout.

La plus élémentaire prise sur les choses exige cette grossièreté d'œil, si grossièreté il y a. Elle est fragmentaire ? Certes, mais ce fragment est celui de l'amitié pour les hommes. Tous les thèmes de l'œuvre ont aussi des accents pudiquement plus graves que ceux que l'on a indiqués ici et là. Rarement l'on a écrit pièce plus juste sur le rapport de l'homme et de son *métier*, de l'homme et de son action. Et si ce n'est sûrement pas là une pièce politique, peut-être n'est-il pas impossible d'imaginer la politique naturelle qui la prolongerait.

Bernard VORGE.

Le Gérant : Jacques POILLOT.

Imprimerie Maurice MIDOL, Montargis (Loiret)
N° d'impression : 1126. Dépôt légal : 4e trimestre 1961.

EDITION « *LES SEPT COULEURS* »
51, rue de la Harpe — PARIS (5e)

LA NOUVELLE COURSE AU PETROLE

de

PIERRE FONTAINE

est un passionnant ouvrage unique au monde par sa documentation sur l'actualité pétrolière

- *La poussée soviétique en Syrie ? Tous les pipes-lines évacuant le pétrole du Moyen-Orient pour l'Europe traversent la Syrie...*
- *La tension américano-soviétique ? Le pétrole s'épuise dans le sol des Etats-Unis tandis que l'U.R.S.S. va devenir une des premières puissances productrices de pétrole.*
- *Menace à Oman et au Yémen ? Action « parallèle » américano-soviétique contre le pétrole britannique.*

Des faits, des chiffres ! Tout est expliqué et prévu dans *la Nouvelle Course au Pétrole.* Un livre qui est une révélation pour une opinion publique abusée.

1 vol. in-8° Jésus de 256 pages avec cartes ..... 660 frs

Du même auteur, à la même édition :

Dossier Secret de l'Afrique du Nord **(3e tirage)**

1 volume in-8° Jésus ..... 660 frs

EDITIONS LES SEPT COULEURS

51, rue de la Harpe, PARIS-5e - C.C.P. Paris 2182.19

ROBERT BRASILLACH

BERENICE

Edition originale

Tirage limité à 1.475 exemplaires numérotés sur vélin d'Arches à la forme. Un volume de 192 pages sous couverture rempliée cristal : 1.500 francs.

6481

9